

Aujourd'hui



MÉMOIRES

A6 RENCONTRES AU SOMMET

Dans la dernière série d'extraits des mémoires de Ronald Reagan, celui-ci dit avoir éprouvé immédiatement de la sympathie pour Mikhaïl Gorbatchev et explique ses rencontres au sommet avec lui.

A5 MARTIAL ASSELIN

Le nouveau lieutenant-gouverneur Martial Asselin vient d'obtenir du gouvernement du Québec une magnifique limousine de 38 000 \$, soit deux fois le prix de celle du premier ministre Bourassa.

A8 GOLFE

Trois députés canadiens ont retardé leur départ de Bagdad dans l'espoir d'une décision favorable aujourd'hui sur le sort des quelque 45 ressortissants canadiens toujours retenus en Irak et au Koweït.

C1 ÉCONOMIE

Noranda, une des grandes sociétés minières, mettra la main sur Ressources Audrey, la seule compagnie minière privée québécoise, à l'aide de l'émission privée de 10 millions d'actions.



S3 CANADIEN 4 JETS 3

Ce sont les jeunes joueurs du Canadien, en l'absence de huit vétérans, qui se sont mis en évidence en tirant 44 fois au but et permis au Tricolore de remporter la victoire, 4 à 3, sur les Jets de Winnipeg.

Sommaire

- Annonces classées: immobilier B8 à B11, C7; marchandises C7; emplois C7 et C8; automobiles C8 à C10; propositions d'affaires C2; Arts et spectacles: Informations B4, B12; cinéma B5, B7; Automobile C4 à C6; Bandes dessinées B11; Bridge C8; Décès C10; Économie C1 à C3; Êtes-vous observateur? B8; Feuilleton B9; Horoscope B10; Le monde A8; Loteries A4; Mot mystère C9; Mots croisés C7; Quoi faire B6; Télévision B5

Une poussée souverainiste inégalée Indépendance: 58 p. cent Souveraineté-association: 66 p. cent

GILLES PAQUIN du bureau de La Presse OTTAWA

L'appui à la souveraineté-association atteignait à la fin novembre un sommet jamais égalé dans les sondages de La Presse, alors que deux Québécois sur trois se déclaraient favorables à cette option. Le nombre de partisans de l'indépendance du Québec a également connu une hausse spectaculaire pour atteindre 58 p. cent.

Cette poussée souverainiste de dix p. cent en six mois a propulsé le Bloc québécois loin devant les autres formations politiques fédérales au Québec, et placé son chef Lucien Bouchard, et placé son chef Lucien Bouchard, en première place dans les intentions de vote des électeurs québécois. C'est ce que révèle un sondage effectué par les maisons Environics et CROP pour La Presse, le Toronto Star et le réseau CTV du 14 au 19 novembre auprès de 1 535 personnes de plus de 18 ans, dont 592 du Québec. 58 p. cent des personnes inter-

rogées répondent qu'elles sont très ou assez favorables à ce que le Québec devienne « un pays indépendant ». Lorsque l'indépendance du Québec est assortie d'une « association économique avec le reste du Canada », le nombre de souverainistes grimpe à 66 p. cent. Si on compare ces données avec des enquêtes antérieures, on constate non seulement que la proportion d'électeurs favorables à la souveraineté-association a connu une augmentation substantielle, mais également que

celle des partisans de l'indépendance pure et simple s'est accrue encore plus rapidement. Dans un sondage de la maison Environics fait en mai dernier, 48 p. cent des répondants optaient en faveur de l'indépendance du Québec alors que dans le sondage CROP-La Presse mené peu avant la mort de l'accord du lac Meech, en juin, 57 p. cent des Québécois se disaient en faveur de la souveraineté-association. Une réaction semblable a été enregistrée chez les tenants du fédéralisme puisque 30 p. cent se

disent assez ou fortement opposés à la souveraineté-association, pendant que ce nombre passe à 39 p. cent lorsqu'on laisse tomber le lien économique avec le reste du Canada. Selon ces maisons de sondage, l'appui à la souveraineté-association a doublé en dix ans puisque seuls 33 p. cent des répondants y étaient favorables en 1978 par rapport à 66 p. cent ce mois-ci. VOIR POUSSÉE EN A 2 ● B 1: Montée fulgurante des partis régionaux



La TPS et les livres: les jeunes libéraux menottent Levesque

Lise Bacon invite les militants à l'unité dans le débat constitutionnel

ANDRÉ PÉPIN du bureau de La Presse QUEBEC

Ce sont finalement les jeunes qui ont pris le plus de place lors du conseil général du Parti libéral, en fin de semaine. Ils ont forcé les membres à réfléchir rapidement à la souveraineté du Québec pour ensuite gifler, de manière magistrale, le ministre des Finances Gérard D. Levesque au sujet de la TPS provinciale qui sera imposée sur les produits d'édition.

Samedi matin, le président du groupe, Michel Bissonnette, un orateur de 23 ans qui est craint chez les libéraux, a pris la parole pour rappeler la position des jeunes. Il n'en fallait pas plus pour que durant les deux jours de la réunion, toutes les discussions de corridor portent sur cette question, même si les dirigeants du parti avaient pris soin de ne pas inscrire ce sujet à l'ordre du jour officiel des discussions. Les divergences sont apparues, plusieurs députés exprimant librement leur opinion devant les caméras.

Les jeunes sont revenus à la charge, hier matin, en déposant une proposition visant à soustraire

Walesa contraint à un second tour contre Tyminski

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE collaboration spéciale VARSOVIE

D'un côté, l'absence de surprise: Lech Walesa est désormais assuré d'une confortable victoire au second tour de l'élection présidentielle polonaise, le 9 décembre. Il a obtenu le score que lui prédisaient en moyenne les sondages: environ 40 p. cent.

De l'autre côté, la surprise à laquelle personne ne voulait croire: selon tous les sondages effectués à la sortie des urnes ou à partir des chiffres de certains bureaux de vote, le mystérieux et indescriptible Stanislaw Tyminski, un émigré âgé de 42 ans qui a fait « fortune » au Canada et au Pérou, rentre il y a deux mois en Pologne et qui n'était soutenu par aucun parti, a obtenu environ 23 p. cent des voix et devance nettement le premier ministre Tadeusz Mazowiecki, 63 ans, opposant de longue date au régime communiste, longtemps conseiller de Walesa et qui fut emprisonné pendant un an sous l'état de siège de 1981.

Hier soir à Varsovie, au quartier-général de Mazowiecki, ce n'était pas tellement la défaite du premier ministre que l'on pleurait, mais celle de Solidarité elle-même. Avec Michnik, Geremek, Kuron, Bujak et Frasiuniak, la candidature de Mazowiecki rassemblait la quasi-totalité de ceux qui avaient assuré la permanence de la lutte contre le régime communiste, dès le début des années 70.



dans les grandes villes — Varsovie, Cracovie, Gdansk — Mazowiecki est balayé par un score sans appel de 19 ou 20 p. cent. Au profit d'un individu dont véritablement personne ne sait rien, sinon que peut-être il a souffert de « troubles mentaux », et que certainement sa campagne a été une apothéose dans le genre démagogique.

Le scénario d'un deuxième tour entre Walesa et Tyminski apparaissait samedi encore à tout le monde comme un mauvais scénario-catastrophe. « La Pologne, après avoir été la conscience de l'Europe, deviendrait la risée de l'univers », disait-on.

Hier soir, à la permanence du premier ministre, les gens hésitaient entre la consternation et l'inquiétude raisonnée. « La démocratie ne s'apprend que par l'habitude de la démocratie », disait Geremek, ancien chef du groupe parlementaire de Solidarité au Parlement. « Nous sommes amers. Le chemin vers la démocratie est plus long que nous le pensions », disait le sénateur Hall. Mzowiecki déclarait à la télévision que les résultats de l'élection traduisaient « une crise de la société polonaise » et qu'il s'attendait à « une période de chaos en Pologne ».

Même dans le camp de Walesa, VOIR WALESA EN A 2

UNE VICTOIRE FAMILIALE



PHOTO LUC SIMON PERRAULT, La Presse

À son arrivée à Mirabel hier après-midi, la jeune Pascale Lefrançois a eu droit à un accueil digne de son nouveau titre de championne mondiale junior d'orthographe. Toute son « équipe », et surtout grand-maman, maman et papa, étaient évidemment là pour partager cette victoire familiale. À lire en page A 3

Une course au leadership de cinq jours, du jamais vu en Grande-Bretagne

MICHELLE OUMIET envoyée spéciale LONDRES



Le Parti conservateur élira demain à Londres un nouveau chef — qui deviendra automatiquement le premier ministre du pays — selon une procédure qui laisse perplexe plus d'un observateur étranger. Qu'on ne s'y méprenne pas. Seuls les 372 députés du Parti conservateur ont le droit de vote. Sur les rangs, pour remplacer Mme Thatcher, trois hommes: Michael Heseltine, John Major et Douglas Hurd.

Hier, les six principaux quotidiens anglais publiaient des sondages contradictoires. Trois d'entre eux accordaient la victoire à Michael Heseltine, celui qui a provoqué la démission de Mme Thatcher, tandis que les trois autres affirmaient que le chancelier de l'Échiquier, John Major, possédait une légère avance. Quant au troisième candidat, Douglas Hurd, ministre des Affaires étrangères, il se classait bon dernier.

Si Michael Heseltine, toujours selon le même sondage, était à la tête du pays, 47 p. cent des Britanniques voteraient pour les conservateurs avec cinq points d'avance sur les travaillistes tandis que Douglas Hurd, le troisième candidat, ne remporterait que 43 p. cent de l'appui de la population, laissant les travaillistes dominer la faveur populaire par un point.

Surprenant comme sondage si

l'on songe qu'au début du mois de novembre, le Parti travailliste menait par 17 points.

Un autre sondage, réalisé par Gallup pour le Sunday Telegraph, donne une confortable avance à Michael Heseltine, accordant la deuxième place à John Major.

La mécanique « Tous ceux qui ne sont pas familiers avec les procédures du Parti conservateur britannique ont dû être déroutés par les événements des derniers jours », écrit la revue anglaise The Economist. Elle ne croit pas si bien dire. La procédure est en effet compliquée et déroutante. Depuis 1965, les députés du Parti conservateur ont le droit, chaque année, de remettre en question le leadership de leur chef. Avant cette date, le choix du leader conservateur se faisait selon une mécanique obscure où les jeux de coulisse et les luttes d'influence dominaient. En 1975, Mme Thatcher a utilisé ce règlement et a défait Ed- VOIR COURSE EN A 2

VODKA KAMOURASKA QUAND LA PARENTÉ S'EN VIENT! (Advertisement with images of a bottle and people)

Mohawk tué par un chauffard

Deux autres morts sur les routes

La Presse et PC

Les *Peacekeepers* de la réserve de Kahnawake sont à la recherche d'un automobiliste qui se serait enfui après avoir heurté à mort un Mohawk de 40 ans sur la route 207, en début de soirée hier.

Kenny White était déjà mort quand des patrouilleurs de la Sûreté du Québec sont arrivés sur les lieux, vers 17 h 55. La SQ, qui patrouille cette route avec la GRC, a laissé l'enquête sur cet accident entre les mains des *Peacekeepers* de Kahnawake.

Un automobiliste de Saint-Chrysostome a expliqué avoir été incapable d'éviter le corps alors qu'il était étendu sur la chaussée. Mais selon les *Peacekeepers*, M. White avait probablement déjà été heurté par un autre véhicule avant que cet automobiliste ne roule sur son corps.

L'agent Steven Stacey, qui est chargé de l'enquête, explique que la carrosserie de l'automobile de cet homme de Saint-Chrysostome n'était pas endommagée à l'avant, ce qui confirme à son avis qu'un autre véhicule avait heurté la victime.

Il semble que M. White venait de quitter sa résidence et marchait en direction du village indien quand l'accident est survenu, peu avant 18 h. Sa montre s'est arrêtée à 17 h 55.

Kenny White souffrait d'une paralysie partielle et éprouvait de la difficulté à marcher.

«La 207 est une route étroite et comme elle n'est pas éclairée, c'est très sombre le soir», de dire le policier mohawk John Philips. La limite de vitesse y est fixée à 50 km/h.

Hormis l'automobiliste de Saint-Chrysostome, aucun témoin ne s'est rapporté, de sorte que les indices sont rares. Aucune trace de freinage n'a été remarquée sur la chaussée.

Comme aucun débris de carrosserie n'a été trouvé, il est vraisemblable, note John Philips, que Kenny White ait été heurté par un camion.

Toute personne pouvant contribuer à identifier le conducteur du véhicule qui a heurté M. White est priée de communiquer avec les *Peacekeepers* de Kahnawake au 652-6505.

Deux autres morts sur les routes

D'autre part, le nom d'au moins deux personnes apparaît sur la liste des morts accidentelles survenues au Québec durant la fin de semaine, selon les rapports de police disponibles, hier, en milieu de soirée.

Un jeune homme de Saint-Edmond-de-Grantham, Marco Collard, qui aurait célébré son vingt-troisième anniversaire samedi prochain, s'est tué, vendredi soir, vers 23 h, au moment où il a tenté une manœuvre de dépassement. Après une perte de contrôle, l'automobile de la victime a donné violemment contre un ponceau. L'accident s'est produit sur la route 122, dans cette localité située près de Drummondville.

Une femme de 31 ans, dont la police de la Communauté urbaine de Montréal n'a pas révélé l'identité et le lieu de résidence, s'est tuée sur le coup lorsque la voiture qu'elle conduisait s'est écrasée dans une excavation de cinq mètres à une intersection de l'est de Montréal. Il semble que la conductrice n'ait pas du tout remarqué les blocs de ciment et les indications faisant savoir aux automobilistes qu'il y avait là des travaux de voirie.

Tragédie aérienne

Par ailleurs, en dehors du Québec, en l'occurrence à Alfred, non loin d'Hawkesbury, en Ontario, deux Québécois de la région de Montréal, ont péri dans l'écrasement de leur appareil Cessna 172, en début de soirée de vendredi. Les victimes sont Farhan Charabi, un Longueuillois de 34 ans, et Antonio Bressi, âgé de 28 ans et domicilié à La Plaine, au nord de Montréal.

L'amour du français, c'est une maladie héréditaire

Pascale Lefrançois, nouvelle championne mondiale junior de l'orthographe, exultait à son arrivée à Mirabel

LILIANNE LACROIX

«Ça ne fait que commencer. Tu vas voir. Ce que tu vis aujourd'hui, ça n'est rien à côté de tout ce qui s'en vient.»

Entre deux bacs de gens de la parenté, entre deux éclairs de flashes, entre deux questions de journalistes, Stéphane Ethier a trouvé le moyen de souffler cette petite remarque à la nouvelle championne du monde junior d'orthographe, Pascale Lefrançois.

Stéphane se souvient. L'an dernier, c'était lui qui était là, à cliqueter devant les flashes et à échanger des poignées de mains. Dans les trois dernières années, le Québec a produit trois champions mondiaux juniors à la dictée de Pivot.

«Je plains le Québécois qui va se retrouver à Paris l'an prochain, lance en souriant la nouvelle championne de 16 ans. La pression va être forte...»

Hier, à son arrivée à Mirabel, Pascale exultait. Médaille d'or au cou, elle répondait aux questions avec une verve qui ne tarissait pas: «L'amour du français, c'est une maladie héréditaire qui s'est transmise depuis la grand-mère jusqu'à la petite fille en passant par la mère, disait la jeune fille en lançant un clin d'oeil aux deux intéressées... Enfin, maintenant, je vais pouvoir lire pour le plaisir. J'avais hâte de fermer mon dictionnaire...»

Son message aux jeunes de son âge était simple: «Aimez votre langue, apprenez à la bien parler et à bien l'écrire car c'est une belle langue. Plus vous la connaissez, plus vous l'aimez.»

Envisage-t-elle une carrière dans le domaine? «Ma victoire ne fera sûrement pas mauvais effet sur un curriculum vitae. Mais je ne sais pas encore. La linguistique, les sciences humaines ou autre chose, je n'ai pas encore décidé.»

Avec ses parents et sa grand-mère, elle se prêtait à tous les caprices des photographes et caméramen. Pour elle, comme pour eux, c'était une victoire d'équipe, une victoire familiale.

Avant le concours, chacun avait sa tâche. Maman s'occupait des noms communs. «Pour moi, dit celle-ci, le français a toujours été bien important. Je parle beaucoup mais j'aime avoir les mots, les bons mots pour dire tout ce



Nouvelle championne du monde junior d'orthographe, Pascale Lefrançois déclare que sa victoire en est une de famille car tous, de son petit cousin à sa grand-mère, Mme Rita Plante, ont travaillé à

qu'elle ressens.» Papa, à qui ses deux femmes ont donné la piqure de l'orthographe, avait la charge des noms propres tandis que Grand-mère et le cousin faisaient la chasse aux mots les plus difficiles pour le bénéfice de Pascale. Mais si ses parents avaient eux aussi pris part à la dictée en territoire québécois, la tâche la plus lourde revenait à Pascale: «C'est elle qui est la meilleure», avoue tout simplement son père. Avec fierté, sa mère admet elle aussi: «L'élève a dépassé le maître... et c'est très bien ainsi.»

Outre les encouragements de Stéphane, le gagnant de l'an dernier, Pascale a aussi profité du soutien du groupe de Radio-Québec qui s'est appliqué à réunir les

conditions idéales autour des trois candidats québécois. Ah oui, car il ne faut surtout pas les oublier, ceux-là, l'équipe c'était aussi les deux candidats seniors, Claude Boucher chez les amateurs et Marcel Messara chez les professionnels.

«Le soir, ils venaient me rejoindre en robe de chambre et maman jouait le Bernard Pivot en nous donnant des dictées», explique Pascale.

La voyant passer tout près d'elle, la mère de Pascale lance d'ailleurs à Mme Boucher: «Nous avons eu beaucoup de plaisir avec votre érudit de mari. Vous racontez toujours des histoires ainsi?» A cette question qui n'en est pas vraiment une, Mme Boucher

lui trouver les mots-pièges. Grand-maman, elle, avait pour mandat de dénicher les mots les plus «barbares».

PHOTO LUC SIMON PERRAULT, La Presse

sourit: «C'est ainsi qu'il m'a séduite», dit-elle.

Tout comme Pascale qui compte bien tenter à nouveau sa chance chez les seniors amateurs dans cinq ans (quand elle sera à nouveau admissible), M. Boucher compte bien revenir prendre la dictée dans deux ans.

Pour M. Messara, qui représentait le Québec chez les seniors professionnels, la question est beaucoup plus incertaine.

«Reviendrez-vous dans deux ans?»

Alors que le traducteur maintenant à la retraite s'appretait à répondre, Mme Messara prend la parole: «Sa femme ne veut pas. Je ne tiens pas à ce qu'il y laisse sa peau.»

M. Messara sourit: «J'ai trouvé la dictée très difficile, admet-il. Etranglement, j'ai d'ailleurs eu plus de problèmes avec la portion junior de la dictée.»

Les pièges de la dictée, les nuits passées dans les dictionnaires, le décalage horaire, la pression, tout cela avait de quoi ébranler l'importance qui. Pourtant, c'est un élément tout différent qui aura surtout traumatisé M. Messara.

Car voyez-vous, ce voyage à Paris que M. Messara avait gagné à force de travail, constituait son baptême de l'air. Un baptême dont, encore secoué, il est sorti avec une conclusion définitive: «Rien ne vaut le plancher des vaches.»

Les articles de golf en évidence au Super marché aux puces de Kahnawake

MARTIN PELCHAT

Le premier kiosque que le visiteur peut apercevoir en entrant dans le Super marché aux puces de la réserve de Kahnawake offre... des articles de golf. Décidément, on n'en sort pas.

Nombres d'ailleurs sont les étalages où on peut se procurer des «souvenirs» de la crise américaine, des chandails, vestes et pantalons aux épinglettes et drapeaux aux couleurs des warriors. Mais ne cherchez plus l'affiche du célèbre Lasagne, dont tous les exemplaires, au prix de 25 \$ la pièce, ont été vendus au profit du fonds de défense des Mohawks appréhendés pendant ou après les événements de l'été.

Les épinglettes de la *Mohawk Warrior Society* à 2 \$ se vendent très bien, explique une vendeuse mohawk qui il y a quelques mois encore tenait plutôt un kiosque de cigarettes. Elle en a écoulé 200 en une semaine.

«La majorité des clients ici viennent de Châteauguay, dit-elle, refusant de s'identifier. Je reconnais d'ailleurs plusieurs des clients qui m'achetaient des cigarettes.»

Le marché aux puces, qui a remplacé le super-bingo dans le spacieux édifice de la route 138, en est à sa troisième semaine d'activités.

Selon Irwin Goodleaf, un de ses promoteurs, quelque 9000 personnes y sont déjà venues. Les

non-Indiens comptent à son avis pour 60 p. cent de la clientèle. Une soixantaine d'étalages, soit la moitié des espaces disponibles, ont été retenus par des commerçants. Environ 25 ne sont pas des Mohawks.

«Nous commençons à être acceptés du public, nous sommes certains que ça va marcher, dit M. Goodleaf. Ça prendra cependant du marketing. Avec tous les espaces loués, on peut attirer de 3000 à 5000 personnes par jour.»

Nathalie, une jeune femme de Montréal, y vend des montres. Depuis trois ans, elle a dressé ses étalages dans plusieurs marchés aux puces de la région.

«Jusqu'à maintenant, il n'y a pas beaucoup de compétition ici dans les montres, alors même s'il y a moins de clients, ça vaut la peine», dit-elle.

Mike Rose, de Greenfield Park, qui vend des chandails, est un autre habitué des marchés aux puces. Même si les affaires n'ont pas encore été très florissantes à Kahnawake, il se montre patient. «Ça commence tranquillement, mais il faut leur donner du temps», dit-il.

D'autres y sont venus vendre des fauteuils, de la literie, des tapis, ou encore les inévitables «gogosses».

Les Mohawks, eux, font souvent dans l'artisanat. Mais la crise américaine a produit une nou-



Irwin Goodleaf, promoteur du marché aux puces.

velle génération de «souvenirs».

Exemple ce kiosque de vêtements de camouflage, où on annonce des «chandails du Vietnam» à 15 \$. Ou cet étalage offrant un coton ouaté décoré d'une fausse page frontispice du quotidien anglophone *The Gazette*, ennemi juré des warriors. Le raid de l'armée à l'île de Tekakwita en septembre y est décrit

comme une opération «de style Pearl Harbour».

Les reproductions des œuvres de Louis Hall, idéologue des warriors, sont également disponibles. Cependant, le dernier exemplaire de la revue américaine *Soldier of fortune* relatant la crise sous le titre «La guerre civile du Canada», a été vendu hier. Les 134 copies ont trouvé preneur.

Francine Pelletier: je ne crois pas qu'il soit dangereux d'avoir une fenêtre dans la tête de Marc Lépine

Presse Canadienne

Francine Pelletier a lutté afin que la police rende publique la lettre d'adieu rédigée par Marc Lépine, le tireur fou qui a abattu 14 jeunes femmes à l'École polytechnique, le 6 décembre 1989; une lettre dans laquelle Mme Pelletier était présentée comme l'une des éventuelles cibles du meurtrier.

Maintenant qu'elle l'a lue, la journaliste se dit nerveuse.

«Lorsque j'ai entendu deux jours après le massacre qu'un jeune fou voulait me tuer, moi et d'autres, je ne croyais pas que quelqu'un viendrait terminer le

boulot», a-t-elle déclaré, lors d'une entrevue téléphonique.

Maintenant, elle n'est pas certaine qu'il n'existe pas d'autres hommes partageant la haine que ressentait Lépine à l'endroit des femmes, spécialement les féministes.

«Au cours des journées suivant Polytechnique, on a entrevu, spécialement sur les lignes ouvertes, le ressentiment de certains hommes à l'égard du mouvement féministe», a dit Mme Pelletier.

Cette dernière, collaboratrice à *La Presse* et militante féministe, a obtenu, jeudi par le courrier, une photocopie de ce qui se veut la lettre de Lépine. La police refuse toutefois de se prononcer sur l'authenticité de la missive.

Elle a lu les deux premières phrases de la lettre. «Je l'ai mise de côté et n'y ai pas touché avant quelques heures. Je n'étais pas sûre de pouvoir faire face à cela.»

Geste prémédité

Après étude de la lettre, Mme Pelletier devait en venir à la conclusion que si Lépine était probablement fou, le massacre de l'école d'ingénierie était prémédité.

«Il est devenu fou lorsqu'il s'est mis à tirer mais c'était un geste rationnel, calculé et commis froidement».

La lettre ne correspond pas à l'idée que s'en faisait Mme Pelletier.

«Je m'attendais à quelque chose de plus violent, à un hommage rendu à la violence et à l'agression. Je croyais qu'il décrirait ce qu'il ferait aux femmes, mais il n'y a rien de tel. Il était très erudit.»

Marc Lépine avait prédit que les médias le présenteraient comme un tireur fou, même s'il se considérait lui-même comme un être rationnel.

Au terme d'une longue nuit de réflexion, Mme Pelletier décidait de permettre à *La Presse* de publier la lettre, parce que «contrairement aux policiers et aux psychologues, je ne crois pas qu'il soit dangereux d'avoir une fenêtre dans la tête de Marc Lépine».

En bref

VICTIME IDENTIFIÉE

La Sûreté du Québec a identifié hier la victime du meurtre de Saint-Hippolyte, dans les Laurentides, comme étant André Laflamme, 56 ans, un résident de Saint-Canut. Le corps de M. Laflamme a été découvert samedi dans un fossé du chemin du lac Morency. Le cadavre avait été ficelé et sa tête était recouverte d'un sac de plastique. Selon la Sûreté du Québec, la victime n'avait pas d'antécédents judiciaires. Une autopsie sera pratiquée aujourd'hui.

LE 411 EN PANNE...

Les usagers du téléphone ont dû se passer hier, à tout le moins pour une bonne partie de la journée, du service d'assistance-annuaire 411. Une panne majeure de l'ordinateur principal, situé à Montréal, a entraîné cette interruption de service qui a duré près de quatre heures, soit de 9 h à 12 h 40. La panne a touché environ les deux tiers du Québec, soit tous les abonnés dont le code régional est 514 ou 819. Les abonnés pouvaient toujours rejoindre le téléphoniste mais celle-ci ne pouvait leur être d'aucun secours puisqu'elle se trouvait dans l'incapacité d'effectuer sa recherche. Il faut toutefois souligner que le service interrégional de l'assistance-annuaire que l'on atteint en composant le 514-555-1212 n'a pas été affecté: «La base locale, qui fonctionne avec une nouvelle banque de données, a été la seule touchée, explique Jean-Claude Hamel, porte-parole de Bell Canada. Cette nouvelle banque a seulement été installée sur le service local et dans les régions dont les codes régionaux sont 514 et 819.»

...ET LE 911 S'EN VIENT

Le nouveau ministre des Communications du Québec, Lawrence Cannon, se donne cinq ans pour implanter le service téléphonique 911 dans toutes les régions du Québec. Ce service, dont profite déjà de deux millions de Québécois, dont ceux de la région de Montréal, sera mis en place graduellement, la région prioritaire étant l'Outaouais, a précisé le ministre.

Une récession économique pourrait freiner le programme de réfection des routes

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse

QUÉBEC

■ Une récession économique sérieuse freinerait l'ambitieux programme de réfection des routes, annoncé le printemps dernier, que Québec prévoyait financer à même les surplus accumulés de la Société de l'assurance automobile du Québec.

En mai dernier, lors du plus récent budget du ministre des Finances Gérard D. Levesque, Québec annonçait son intention de « pomper », sur cinq ans, quelque 625 millions de dollars accumulés dans les coffres de l'ancienne Régie de l'assurance automobile, devenue la Société de l'assurance automobile, en juin dernier.

Cette ponction était destinée à financer une partie du programme de réfection routière — dont le plan de transport de Montréal — une facture totalisant 1,7 milliard d'ici 1995. L'autre source de financement venait d'une majoration importante des coûts des permis de conduire et des plaques, qui doubleront d'ici cinq ans, et ajouteront 895 millions aux coffres de l'État.

Mais, pour peu que l'économie pique du nez, le gouvernement pourrait voir rapidement tarie la source de la SAAQ, estime son président, Jean P. Vézina.

« Si on rentrait dans une récession économique de trois ou quatre ans, on aurait certainement des problèmes, ils ne pourront pas venir chercher leurs 625 millions », prévenait-il dans une entrevue à La Presse.

Selon le mécanisme mis en place par la loi, la réserve de stabilisation — une cagnotte de 1,2 milliard venue de la réduction de moitié du nombre d'accidents et de leur gravité depuis quelques années — doit rester à au moins 20 p. cent de la réserve « actuarielle » de la SAAQ, le fonds principal où la société puise les indemnités destinées aux accidentés.

Actuellement, il y a une marge de manoeuvre permettant à Québec de financer ses routes sur le fonds de réserve de la Société, mais ce surplus pourrait fondre comme neige au soleil pour peu que les taux d'intérêt et l'inflation reprennent du poil de la bête.

Durant la récession du début des années 1980, la Régie avait accordé des indexations allant jusqu'à 19 p. cent aux rentes des accidentés, rappelle M. Vézina. Un retour à ce régime ferait rétrécir comme peau de chagrin les surplus accumulés de la Société, et par conséquent freinerait immédiatement le financement des routes.

Pour les fonctionnaires du mi-

nistère des Transports, c'est un secret de Polichinelle que les dirigeants de la SAAQ n'avaient pas apprécié, le printemps dernier, que le gouvernement considère leur organisme comme une « vache à lait » pour financer ses travaux routiers.

M. Vézina refuse de s'engager sur cette voie, toutefois. « C'est une décision du législateur. Cela n'augmentera pas les contributions d'assurance », explique-t-il. En outre, améliorer la qualité des routes a un effet direct sur la sécurité routière, le mandat confié par la loi à la SAAQ, rappelle-t-il.

« On a baissé les primes et augmenté de 70 millions les indemnités, en dépit de tout cela on avait un surplus de 1,2 milliards, a soutenu M. Vézina. Le Québec reste l'un des endroits où l'assurance auto est la moins chère compte tenu de la protection accordée. On peut dire que le Québécois est celui qui est le mieux couvert et qui paie le moins cher ».

Par rapport à l'Ontario, par exemple, la situation est maintenant l'inverse de 1978, le conducteur québécois est plus généreusement indemnisé et paie moins cher d'assurance.

Camionneurs illégaux

Avec la réforme du Code de la sécurité routière, le projet de loi 108 déposé le 15 novembre à l'Assemblée nationale, la Société obtiendra la responsabilité du contrôle routier, par conséquent aura la main haute sur le transport des

biens et des personnes — camionnage et autobus.

La SAAQ deviendra le seul organisme dans ce domaine alors qu'actuellement ces responsabilités — de la pesée des fardiers à la vérification de permis d'opérer — sont disséminées chez huit ministères ou organismes.

« Tout le monde était conscient qu'il y avait en pratique une absence de contrôle routier », affirme aujourd'hui M. Vézina.

Il ne veut pas s'embarrasser d'échéanciers, le nouveau régime de contrôle routier devrait prendre son régime de croisière « vers 1993 ». Le nombre des agents contrôleurs de la SAAQ sera porté de 70 à 300. Le financement de cette opération viendra du coût des permis des camionneurs, et non des primes d'assurance, insiste M. Vézina.

La première mission de ce nouveau contingent sera d'imposer une stricte application de la loi sur les conducteurs et propriétaires de camions du Québec.

Un blitz récent effectué en Abitibi a permis de constater que 20 p. cent des camions ne respectent pas la loi. « Des dépassements de poids, absence de permis, des enregistrements en Ontario pour des opérations au Québec, on en a vu de toutes les couleurs », rappelle M. Vézina.

« Aux États-Unis, les infractions chez les camionneurs ne sont que d'un ou deux p. cent, ici c'est 20 à 25 p. cent; sans contrôle, les infractions sont devenues la règle du jeu pour les transporteurs québécois », indique-t-il.

45 kilos d'explosifs dans un avion de Pan Am

d'après UPI
NEW YORK

■ La police a trouvé hier 100 livres (45 kg) d'explosifs dans la soute d'un avion à réaction partant à destination de Miami et a appréhendé un suspect qui a déclaré qu'il avait projeté vendre sa marchandise dangereuse à Porto Rico, ont fait savoir les autorités new-yorkaises.

Les explosifs M-80 ont été découverts dans quatre boîtes de 25 livres dans la soute à bagages du vol 402 de la Pan Am au moment

où l'on procédait aux derniers préparatifs avant le décollage de l'appareil à l'aéroport international Kennedy, a précisé l'agent de la police aéroportuaire Philip Montuori.

La police a appris par la suite que Jose Molina-Nieves, 52 ans, de Rio Grande, à Porto Rico, avait acheté les explosifs dans le quartier chinois de New York dans l'intention de les vendre à San Juan, a déclaré l'agent Montuori.

Un manutentionnaire qui chargeait l'appareil a remarqué les boîtes à 8 h 15 et alerté les autorités.

Molina-Nieves, le suspect, a été arrêté à l'aéroport. Il voyageait avec sa femme et sa fille âgée de 10 ans, et la famille avait l'intention d'embarquer sur le vol 402.

L'avion est finalement parti sans incident et les explosifs ont été transportés dans le quartier du Bronx pour les faire exploser.

Selon la police, un manutentionnaire a découvert par hasard la dangereuse cargaison en ouvrant accidentellement une boîte.

Violée et retrouvée morte

■ Les enquêteurs de la police de la Communauté urbaine de Montréal poursuivent activement leurs recherches pour retrouver l'auteur d'un meurtre commis le 6 mai 1989 aux abords du boulevard Mont-Royal, face au 1151, à la limite d'Outremont.



Linda Flood, a été retrouvée morte sur le mont Royal.

Info Crime
393-1133

Le samedi du 6 mai, en soirée, la victime, Linda Flood, une jeune fille de 18 ans, rencontre une connaissance.

Vers minuit, la jeune femme est assaillie probablement à bord d'un véhicule. Elle est rouée de coups au visage et, inconsciente, est transportée dans un boisé du mont Royal. Son corps n'est découvert que dans la matinée, à demi vêtu, le visage tuméfié. La victime a succombé par suffocation, ayant été baillonnée à l'aide de l'un de ses sous-vêtements.

Elle a été attaquée sexuellement et la participation d'un tiers demeure plausible.

La jeune fille était vêtue d'un chandail noir affichant, en blanc, un aigle flanqué de deux inscriptions, ainsi que des soulers blancs aux talons

effilés. Elle portait à la main droite, deux bagues en or, l'une sertie d'une petite pierre rouge et l'autre, à l'effigie d'un fer à cheval circonscrivant une tête de cheval, ainsi qu'un collier en argent enfilé d'un anneau à breloque représentant la lettre « L » son initiale.

Toute personne pouvant apporter des renseignements susceptibles d'éclaircir ce meurtre est priée de les communiquer à Info-Crime en téléphonant au 393-1133.

RÉSULTATS
Loto-Québec

TIRAGE DU 25 novembre
CELEBRATION 91

1 lot de 100 000 \$ (no non-décomposable)
275A554

4 lots de 25 000 \$ (nos non-décomposables)
126A390 758C055
950B392 709D689

20 lots de 10 000 \$ (nos non-décomposables)
392A162 905A794 108C599 585C508 948C247
671A480 398B274 180C519 627C648 305D345
711A159 804B057 418C432 792C636 323D809
856A034 841B658 465C260 813C321 468D281

25 autres lots le dimanche 2 décembre
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

RÉSULTATS
Loto-Québec

Tirage du 90-11-24

GAGNANTS	LOTS
6/6	1 4 523 723,30\$
5/6+	23 39 840,60\$
5/6	396 1 769,50\$
4/6	22 521 59,80\$
3/6	402 548 10,00\$

3 5 13 14 31 40

No complémentaire: **23**

VENTES TOTALES: 20 923 738,00\$

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 2 000 000,00\$

PROCHAIN TIRAGE: 90-11-28

Tirage du 90-11-24

Extra

NUMÉROS	LOTS
958388	100 000 \$
58388	1 000 \$
8388	250 \$
388	50 \$
88	10 \$
8	2 \$

Vous pouvez jouer jusqu'à 20 h les soirs de tirage

Tirage du 90-11-24

SELECT

GAGNANTS	LOTS
6/6	2 683 908,00\$
5/6+	1 35 380,00\$
5/6	99 238,20\$
4/6	3 933 27,00\$
3/6	49 984 5,00\$

5 9 13 19 25 42

No complémentaire: **17**

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 500 000,00\$

Ventes Totales: 1 443 822,00\$

MISE-TÔT
3 4 10 37
GAGNANTS LOT
104 480,70\$

T V A, le réseau des tirages de Loto-Québec
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

gagnez des grandes oeuvres originales

"À chacun son tour" Renée Du Rocher

Participez à cette première nationale! Autant de visites chez votre nettoyeur Chatel... autant de chances de gagner une des sept toiles tirées des collections personnelles des artistes suivants: Pauline Bressan - Jacques Chevalier - Renée Du Rocher - Monique Harvey - Michel Leroux - André Michel - Richard Montpetit.

Ces tableaux d'une valeur inestimable sont exposés dans le hall de l'édifice Classique-Soprin de 10 à 16 heures du lundi au vendredi et de 11 à 15 heures le dimanche jusqu'au vendredi, 7 décembre, 1990.

Adresse: 375, boul. Roland-Therrien, Longueuil

Le tirage aura lieu le lundi, 10 décembre 1990, à cet endroit.

Chatel
votre nettoyeur

Pour une qualité supérieure

Règlements affichés chez les nettoyeurs Chatel.

En collaboration avec:

GROUPE LAVOINC. **Le Groupe Mallette** **OLIVIER FORD** **SABEX**

Les festins du Ritz-Carlton

LE FESTIN DES ROIS

UNE COLLABORATION

La Presse **CITE 107,3 FM** **Ritz-Carlton Montréal**

À GAGNER

un festin gastronomique pour 10 convives, chez vous.

Ce festin sera servi à la résidence même du gagnant par un chef, un maître d'hôtel et deux garçons du Ritz-Carlton.

Bien sûr, vin et champagne couleront à flots tout au long de ce somptueux repas.

Mais, au fait, qui inviterez-vous?

ou l'une des 4 invitations "Première classe".

Il s'agit de 4 soirées pour 2 personnes débutant par un dîner en tête-à-tête au Café de Paris, puis l'accès à une suite pour la nuit et un petit déjeuner pour deux servi à la suite ou au restaurant.

POUR PARTICIPER :

- Remplissez le coupon de participation publié tous les jours, dans La Presse, jusqu'au 1er décembre, et retournez-le à l'adresse indiquée;
- Des tirages quotidiens se feront du 3 au 7 décembre 1990, sur les ondes de CITE FM, à l'émission de Daniel Guérard entre 10 h et 11 h. Les gagnants auront une heure pour rappeler à la station;
- Le festin devra se tenir entre le 2 et le 6 janvier 1991;
- Les invitations "Première classe" devront être prises entre le 2 et le 25 janvier 1991;
- La valeur des prix offerts est de 4 500 \$.
- Les règlements du concours sont disponibles à CITE 107,3 FM et à La Presse.

Concours "Les festins du Ritz-Carlton"
c/o Cité 107,3 FM
C.P. 107, succ. B
Montréal (Québec)
H3B 3J5

Nom _____ Age _____

Adresse _____ App. _____

Ville _____

Code postal _____ Tél. _____

Martial Asselin a insisté pour avoir une limousine luxueuse

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Le nouveau lieutenant-gouverneur, M. Martial Asselin, représentant au Québec de la reine Elisabeth II, vient d'obtenir du gouvernement du Québec une magnifique limousine de 38 000\$, une Chrysler Imperial, un joli carrosse qui coûte plus du double de la Chevrolet Caprice du premier ministre Robert Bourassa, payée 17 400\$ par le ministère des Approvisionnements et Services.

Ce qui fait surtout jaser dans l'entourage du représentant de Sa Majesté, c'est que l'ancienne Buick de son prédécesseur, qui

marquait un peu plus de 100 000 kilomètres au compteur, n'a pas été vendue, mais sert plutôt aux messagers du lieutenant-gouverneur. Traditionnellement, a-t-on indiqué au ministère des Approvisionnements et Services, l'ancienne limousine est mise à la disposition de l'épouse du lieutenant-gouverneur.

Selon les informations obtenues, le ministre Robert Dutil lui-même a tenté de convaincre M. Asselin de se conformer à la politique d'achat du gouvernement qui préconise non seulement l'achat de limousines moins chères, mais également qu'elles soient de fabrication canadienne avec un contenu québécois, comme c'est le cas pour GM.

Dans l'entourage de M. Dutil,



Martial Asselin est félicité par le premier ministre Robert Bourassa lors de sa prestation de serment au poste de lieutenant-gouverneur en août dernier.

on soutient que M. Asselin insistait sur le choix de la Chrysler Imperial. M. Dutil n'a donc rien pu faire non plus pour connaître le sort réservé à la malheureuse Buick qui ne convient finalement qu'« à faire les courses ». La Buick, de récent modèle, exigeait selon nos informations, des réparations d'entretien de l'ordre de 2000\$ à 3000\$.

Les limousines

Nous savons que le choix du lieutenant-gouverneur est décidé par le gouvernement canadien, mais l'ensemble de ses dépenses sur le territoire québécois est payé par le gouvernement du Québec. Il revient donc au gouvernement d'ici d'assurer le déplacement du représentant de la reine.

Les fameuses limousines sont choisies, achetées et payées par le ministère des Approvisionnements et Services, qui assure également leur entretien dans différents garages du Québec puisque les véhicules circulent dans toute la province. Il n'est pas rare, par exemple, qu'une limousine d'un ministre parcoure plus de 100 000 kilomètres dans une année. Songeons, par exemple, aux seuls déplacements du ministre de la Santé et des Services sociaux.

M. Marc-Yvan Côté, titulaire de ce ministère, a déjà confié, pri-

vement, que les Chevrolet Caprice n'offrent pas le meilleur confort à une personne qui, comme lui, souffre de maux de dos importants. Or, M. Côté, pas plus que le premier ministre Bourassa, ni aucun autre ministre, n'a eu droit à un traitement de faveur à ce sujet. Personne, non plus, n'a ouvertement critiqué la qualité de ces véhicules gouvernementaux.

La politique d'achat a été établie par l'ancien premier ministre René Lévesque qui souhaitait que les représentants du pouvoir donnent l'exemple en se contentant de limousines peu coûteuses, comparativement à ce qui se fait ailleurs en Amérique.

Le gouvernement Bourassa a reconduit de bon cœur cette politique. M. Bourassa insistait lui-même souvent sur la nécessité pour les élus de faire preuve de frugalité, particulièrement dans les périodes de récession et de restriction budgétaire.

Quoi qu'il en soit, le lieutenant-gouverneur a eu gain de cause. Dans les stationnements de la colline parlementaire, la voiture du lieutenant-gouverneur sera plus remarquable parmi les autres limousines. Il est, par ailleurs, fort difficile, dans la masse de dépenses du Conseil exécutif, de déterminer avec justesse combien coûte au Québec la présence du représentant de la reine.

Lise Bacon ne reconnaît pas à Wells le droit de parler au nom du Canada anglais

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Ce n'est pas au premier ministre Clyde Wells de Terre-Neuve de dicter leur ligne de pensée politique aux Québécois, note la vice-première ministre Lise Bacon. Selon elle, M. Wells ne peut non plus prétendre parler au nom du Canada anglais.

Mme Bacon réagissait ainsi hier à une récente entrevue accordée à La Presse par le premier ministre Clyde Wells, au cours de laquelle il affirme que le Canada refusera de négocier des ententes avec un Québec souverain.

Les Québécois, a souligné Mme Bacon, ont amorcé une large consultation, une décisive réflexion. « En temps et lieu, nous ferons connaître notre position. M. Wells peut émettre son opinion, mais je crois qu'il est très important, à ce moment-ci, que les Québécois cheminent ».

De son lit d'hôpital, à Washington, le premier ministre Robert Bourassa a pris connaissance hier des déclarations de son homologue terre-neuvien. Selon son chef de cabinet, M. John Parisella, le premier ministre était avant tout heureux de constater que la moitié des électeurs québécois lui font confiance, selon un sondage Crop-La Presse public hier.

Même si le Parti québécois est toujours en tête dans l'opinion publique, M. Bourassa croit que les décisions très populaires que son gouvernement a dû prendre, au cours des derniers mois, n'ont pas empêché son parti de gagner quelques points. Dans ce contexte, l'opinion de M. Wells le laisse froid, dit-on dans son entourage.

Au cours de la fin de semaine, le premier ministre a suivi de près les délibérations du conseil général de son parti qui se tenaient à Québec.

Tous les matins, ses conseillers lui acheminent un dossier de presse complet par télécopieur. Il discute plusieurs fois par jour avec ses proches collaborateurs, dont Mme Bacon, pour se tenir au courant de la moindre déclaration de ses députés et ministres, dans le cadre du débat constitutionnel



Lise Bacon PHOTO CP

qui s'amorce au sein du parti, provoquant certains échanges vigoureux entre élus.

Le premier ministre a fait parvenir un message, hier matin, aux délégués du conseil général, message qu'a lu Mme Bacon, sous les applaudissements de la foule.

M. Bourassa, qui se dit comme un lion en cage, a dit qu'il se sentait près des siens, qu'il les appuyait dans la réflexion entreprise en cette période intense. Selon lui, les Québécois attendent du Parti libéral que la réflexion se fasse dans la sérénité, le respect. « Soyez à l'écoute des Québécois. Demeurez fidèles aux valeurs d'ouverture et de tolérance en vue de l'élaboration d'un Québec fort, confiant et prospère », a déclaré le chef libéral, dans son message lu par Mme Bacon.

Les délégués, bien sûr, ont adopté une résolution d'appui inconditionnel à leur chef et lui ont exprimé leur amitié.

M. Bourassa, soutient-on dans son entourage, s'ennuie de plus en plus à l'hôpital, privé des journaux québécois et canadiens, de même que des médias électroniques. De nouveau, il passe des heures au téléphone. Ses conseillers n'ont pas émis hier de bulletin de santé officiel, mais on dit qu'il se sent mieux, quoique encore ébranlé par tous les examens qu'il a subis.

Un ami de Robert Bourassa disait, hier: « Robert va demeurer en politique si son état de santé le lui permet. Il aime tellement cette vie de politicien très engagé qu'il va se battre jusqu'à la limite de ses forces pour demeurer en politique active ».

CONVERSATION ANGLAISE

LPS®

878-2821

- Individuel
- Groupe (4 à 8 élèves)
- Cours à domicile avec cassettes VIDÉO

- LE MARI •
- LA FEMME •
- LE PATRON •
- LA CLIENTE •

GÂTEZ-LES TOUS À LA BOUTIQUE DU MUSÉE

En deux minutes. À deux pas du bureau. Des trouvailles inédites. Des designs exclusifs. Des objets à porter ou à déposer. À tous les prix. Vous serez sûrs de tomber juste.

1379, SHERBROOKE OUEST, MONTRÉAL (514) 285-1600

C'EST LE TEMPS OU JAMAIS D'ACHETER

Toutes nos Volvos 240 et 740 sont maintenant disponibles à des prix carrément imbattables, même pour les familiales.

Alors, si vous songiez justement à acheter une voiture renommée pour sa longévité, sa fiabilité et sa sécurité, passez donc nous voir. Car à ce prix-là, c'est le temps ou jamais!

VOLVO
Une voiture digne de confiance.

UNE VOLVO...

<p>MONTRÉAL Up-Town Automobiles Ltée 5055, rue Paré 737-6666</p>	<p>LAVAL Boulevard Saint-Martin Auto Inc. 1430, boul. Saint-Martin 667-4960</p>	<p>SAINT-HUBERT Lomonn Automobile Ltée 3839, boul. Taschereau 678-1220</p>
<p>DOLLARD-DES-ORMEAUX Jacoubet Ltée 3612, boul. Saint-Jean 626-8120</p>	<p>SAINT-LÉONARD John Scotti Auto Ltd. 4330 est, rue Jarry 725-9394</p>	<p>CHAMBLY Forl Chambly Automobiles Inc. 830, boul. Périgny 658-6623</p>

© 1978 VOLVO CANADA LIMITEE

Constitution: Chrétien invite le Parti libéral du Québec à se brancher

MARIO FONTAINE
CAP-PELÉ, N.-B.

Le Parti libéral du Québec devra finir par se brancher sur la question constitutionnelle, et définir avec précision où il se situe une fois pour toutes, a déclaré hier le chef libéral fédéral Jean Chrétien, en réaction au vent de souverainisme qui a soufflé ce week-end sur le conseil général du PLQ.

« Parizeau est séparatiste, c'est clair. Moi je suis fédéraliste, c'est clair. Le PLQ, lui, joue dans l'ambiguïté », de déplorer M. Chrétien lorsqu'interrogé par La Presse à Cap-Pelé, au Nouveau-Brunswick.

Selon le chef libéral, il est urgent de clarifier les termes et de ne pas avoir peur d'utiliser les mots exacts. Ainsi plus personne ne parle de séparatisme, s'attristait-il, et pourtant c'est bien de cela qu'il s'agit.

M. Chrétien disait ignorer, hier, quelles résolutions précises les libéraux québécois avaient adoptées sur la question constitutionnelle. Mais il les avertit déjà qu'il ne suffira pas de dire « on recommence tout ou on part » pour régler le problème. « Je connais le Canada anglais mieux que quiconque, et je sais qu'ils n'accepteront pas ça », assure le chef du PLQ.

M. Chrétien regrette que les gouvernements de Brian Mulroney et de Robert Bourassa n'aient pas davantage parlé du Canada au cours des dernières années. L'ambiguïté amène des résultats surprenants, souligne-t-il en faisant référence au conseil général du PLQ.

Le fédéraliste Bourassa aurait-il pu faire rentrer ses troupes dans le rang n'eût-été de sa maladie? Jean Chrétien élude la question, tout en rappelant que la stratégie adoptée par le premier ministre québécois dans le dossier du lac

Meech — c'est ça ou rien — n'a justement rien donné.

« Il est important de créer un bon climat de négociation », estime le leader libéral selon qui le Canada n'est pas négociable mais qui se dit néanmoins ouvert aux changements constitutionnels.

Il considère toutefois prématuré pour les libéraux provinciaux de jongler avec la souveraineté. « À chaque fois qu'ils sont devenus trop souverainistes, les gens ont voté pour le PQ, fait valoir l'ancien bras droit de Pierre Elliott Trudeau. On ne parle pas de souveraineté sans savoir ce qu'on va obtenir et sans en connaître les conséquences ».

Margareth Thatcher vient d'être obligée de partir parce qu'elle était souverainiste par rapport à l'Europe. Or au Québec on prêche pour la souveraineté. Ça va à l'inverse de tout ce qui se passe ailleurs dans le monde, s'étonne M. Chrétien.

Pagé est sensibilisé à la situation des enfants mal nourris dans les écoles

ANDRÉ PÉPIN
du bureau de La Presse
QUÉBEC

La malnutrition chez les écoliers devient un phénomène assez important pour inquiéter le gouvernement. Le ministre de l'Éducation, Michel Pagé, admet que 30 p. cent des 1,2 million d'enfants fréquentant les écoles québécoises sont mal nourris.

Des expériences sont même menées discrètement dans l'est de Montréal, notamment dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, où des enfants prennent tous leurs repas à l'école avant de rentrer à la maison. Ils prennent leur petit déjeuner, leur déjeuner et leur dîner à l'école, ce qui leur permet de faire leurs devoirs à l'école avant de rentrer chez eux. Ces initiatives sont financées par les CLSC, mais également par le ministère de l'Éducation.

M. Pagé, qui intervenait hier au conseil général des libéraux, a de plus indiqué que 25 p. cent des adolescents québécois sont aux prises avec des problèmes d'obésité de l'âge de 16 ans, une conséquence, selon lui, des carences alimentaires souvent reliées, malheureusement, au phénomène de la pauvreté.

Un autre phénomène grandissant, pouvant être relié au problème de la malnutrition, est celui des difficultés d'apprentissage à l'école. Cette année, admet le ministre de l'Éducation, plus de 12 p. cent des écoliers sont placés dans des cours spéciaux pour des difficultés d'apprentissage.

Le ministre intervenait pour appuyer une résolution politique au conseil général visant à fournir de l'aide aux écoliers aux prises avec le phénomène de la malnutrition.

En marge du conseil général, La Presse s'est entretenue avec le ministre Pagé sur ce sujet. Il affirme tirer ses statistiques des commissions scolaires, mais également des CLSC qui, dans les grands centres, sont principalement préoccupés de cette question. M. Pagé, rappelons-le, a précédemment dirigé le ministère de l'Agriculture où il a dû défendre l'idée de distribuer gratuitement du lait dans les écoles.

« Il faut trouver une formule pour améliorer les menus des cafétérias. Et aussi sensibiliser les jeunes à la nécessité de bien se nourrir, car le phénomène n'est pas exclusivement remarqué dans les quartiers défavorisés. C'est une mode », soutient M. Pagé. Se-

lon lui, il est aussi indispensable de sensibiliser les jeunes à ce sujet qu'il a été nécessaire de le faire pour le respect de l'Environnement.

Dans l'est de Montréal, M. Pagé suit le dossier des expériences avec la députée péquiste Louise Harel, elle-même très intéressée à ce problème. Fréquemment, Mme Harel intervient à l'Assemblée nationale à ce sujet.

Bien entendu, les milieux défavorisés sont davantage frappés par ce problème. Mais, insiste M. Pagé, lorsqu'on parle de 30 p. cent d'écoliers sur un total de 1,2 million, il faut conclure que les jeunes ont besoin d'aide dans toutes les régions du Québec.

L'ancien ministre Claude Ryan avait entrepris d'élaborer des politiques à ce sujet et son successeur promet d'apporter des propositions politiques incessamment. Bien entendu, note-t-il, le gouvernement ne peut nourrir tous les enfants de la province, mais des régions plus touchées doivent recevoir une aide accrue. M. Pagé doit se rendre dans les écoles de l'est de Montréal prochainement, en compagnie de Mme Harel. Il le fera sans avis d'avance les directeurs d'écoles.

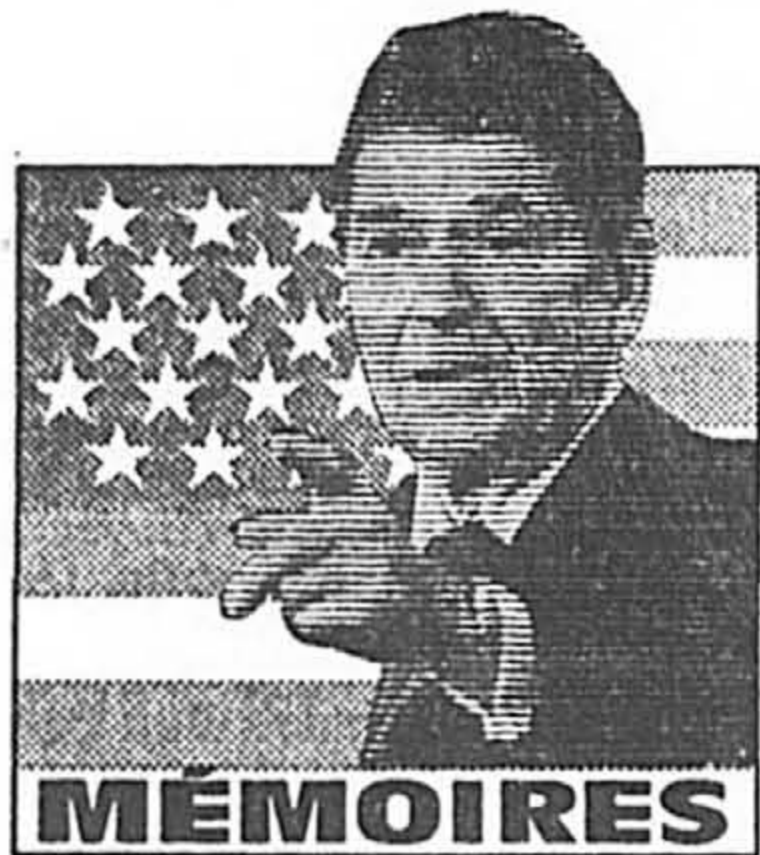
Rencontres au sommet

Nous pouvions décider de la paix du monde

Genève, novembre 85: J'ai ressenti immédiatement une sympathie certaine pour Gorbatchev

■ La Presse publie aujourd'hui une troisième et dernière série d'extraits des mémoires de Ronald Reagan. Une vie américaine, publiés par Jean-Claude Lattes. L'ouvrage sera en vente au Québec dès cette semaine.

Le matin du 19 novembre, j'attendais Gorbatchev à la villa Fleur d'Eau. Quand on m'annonça sa voiture, je me précipitai sur le perron et descendis quelques marches à sa rencontre. Il était vêtu d'un manteau sévère et coiffé d'un chapeau; pour ma part, je n'avais pas de chapeau et j'étais en costume. Pourquoi la presse s'intéressait-elle au fait qu'il avait l'air plutôt engoncé, je ne sais pas, toujours est-il que les journalistes m'accordèrent la première manche parce que je paraissais le plus décontracté des deux. Je n'avais rien combiné à l'avance; la fois suivante où nous nous trouvâmes à l'extérieur, je portais un manteau — je ne voulais pas causer le moindre embarras pour un détail aussi futile.



Serrant pour la première fois la main de Gorbatchev, je dois admettre — comme me l'avaient prédit Margaret Thatcher et Brian Mulroney, le premier ministre canadien — avoir ressenti immédiatement une sympathie certaine pour cet homme. Une réelle chaleur illuminait son visage et son style était avenant; rien à voir avec la froideur — presque la haine — que j'avais pu lire jusqu'alors dans les regards et les attitudes des officiels soviétiques que j'avais eu l'occasion de rencontrer.

Notre première entrevue devait durer 15 minutes, face à face, simplement pour faire connaissance. Elle dura en fait près d'une heure et la glace fut brisée sans difficulté, puis nous rejoignîmes la séance plénière où chacun serait épaulé par sa propre équipe d'experts. Je laissai Gorbatchev ouvrir la conversation. Il se lança dans une longue tirade: les Américains n'avaient aucune raison de se méfier des Soviétiques et nous devrions laisser tomber tous les préjugés. Comme George Shultz l'avait prédit, Gorbatchev dit que, selon lui, c'étaient les industries d'armement qui étaient le principal obstacle à la paix du côté américain. D'après lui encore, ces gens-là dirigeaient le pays et «montaient» nos citoyens contre les Soviétiques, simplement pour faire marcher leur commerce. Puis il entreprit un discours identique sur les cercles politiques américains qui entretenaient une atmosphère équivalente. Il se plaignit que les États-Unis se taillent des zones d'influence dans le monde tout en reprochant à l'Union soviétique d'en faire autant.

Ce fut à mon tour de parler et j'évoquai la longue liste des agressions soviétiques au cours de l'Histoire, citant mot pour mot les déclarations expansionnistes soviétiques depuis 1917. Je voulais lui faire comprendre pourquoi le monde libre avait de bonnes raisons de se méfier du bloc de l'Est.

Nous fîmes une pause pour le déjeuner, et j'assurai mon interlocuteur qu'il aurait tout loisir de me répondre de nouveau, ce dont il ne se priva pas pour répéter qu'il ne voyait aucune raison pour nous de nous méfier des Soviétiques — ils étaient des braves gens recherchant avant tout la paix. Lorsque ce fut à mon tour de reprendre la parole, je citai plus de raisons en faveur de la dé-

J'aurais aimé lui faire voir l'Amérique

Un de mes regrets, lorsque j'étais président, est de n'avoir pu faire voyager Gorbatchev à travers les États-Unis. J'aurais aimé l'emmener en hélicoptère et lui montrer les conditions de vie des Américains.

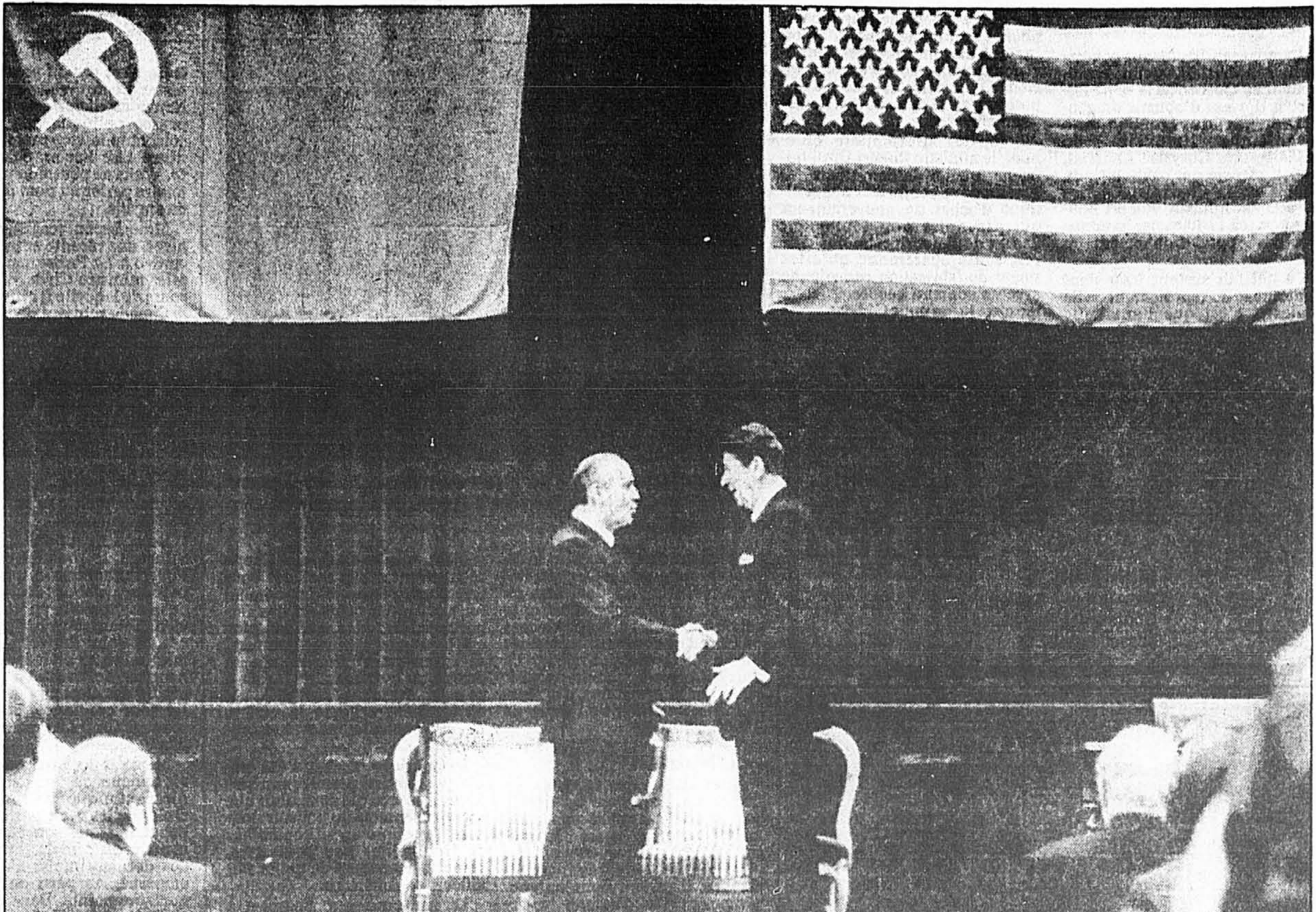
— A vous de choisir l'itinéraire, aurais-je aimé lui dire, je ne veux pas que vous pensiez que nous allions vous montrer un village modèle. Vous irez où vous voudrez...

Alors, je lui aurais montré depuis les airs une simple usine, avec son parking rempli de voitures, puis nous aurions survolé une zone résidentielle et je lui aurais dit que ces ouvriers habitaient là, dans ces maisons précédées d'une pelouse et dotées d'un jardin, où l'on venait parfois, dans l'allée, une seconde voiture et un bateau, au lieu des clapiers en béton que j'avais vus à Moscou.

— Non seulement ils vivent là, aurais-je ajouté, mais ils en sont propriétaires! Je rêvais aussi de faire atterrir l'hélicoptère dans l'une de ces zones résidentielles et de lui proposer d'arpenter la rue avec moi. Je l'aurais alors invité à choisir une maison au hasard, et nous aurions sonné à la porte et demandé aux gens comment ils vivaient et ce qu'ils pensaient de notre système.

Mais la grandeur des Américains, bien sûr, ne tient pas à leurs maisons, leurs voitures ou leurs biens matériels.

La démocratie a gagné la guerre froide parce que c'était une bataille de valeurs, entre un système où l'État est roi, et un autre système où la liberté et l'individu l'emportent.



Le premier sommet Reagan-Gorbatchev, à Genève. «Rien à voir avec la froideur que j'avais pu lire jusqu'alors dans les regards des officiels soviétiques que j'avais pu rencontrer.»

fiance qu'en faveur de la confiance — en commençant par Staline qui n'avait pas tenu parole après Yalta, concernant la tenue d'élections libres dans toute l'Europe de l'Est, après la Seconde Guerre mondiale.

Après mon intervention, nos experts en contrôle d'armements eurent la parole et ce fut durant cette pause que je proposai à Gorbatchev de faire un tour jusqu'au ponton pour y respirer un bol d'air et bavarder librement. Avant même ma phrase terminée, il avait sauté de sa chaise.

Le feu brûlait dans la cheminée et nous nous assimes l'un en face de l'autre. Les fauteuils étaient confortables. Je m'étais demandé si ce ne serait

pas une bonne idée de nous appeler par nos prénoms, comme cela se faisait souvent dans les sommets économiques, mais nos experts m'avaient prévenu qu'il n'apprécierait probablement pas ces familiarités, du moins pour la première rencontre, aussi m'adressai-je à lui en disant: «Monsieur le Secrétaire Général».

Une situation unique

Dès le début de cet entretien informel, je lui fis comprendre que nous étions tous deux dans une situation absolument unique. Nous étions nés l'un et l'autre dans un petit village à peine repéré sur les cartes de nos deux grands pays, chacun de nous dans une famille plutôt modeste. Et nous étions là, à la

tête de nos États respectifs, assis l'un en face de l'autre, avec le pouvoir exorbitant de déclencher la Troisième Guerre mondiale.

Et dans le même temps, précisai-je plutôt, nous étions probablement les seuls également à pouvoir décider de la paix du monde.

J'ajoutai que nous devions au reste du monde d'employer l'occasion qui s'offrait à nous pour mettre en oeuvre cette paix mondiale.

J'observai Gorbatchev pendant la traduction et le vis opiner de la tête.

Alors que notre conversation au coin du feu se poursuivait, il confirma mes soupçons d'une vive crainte de l'arsenal nucléaire américain de la part des diri-

geants soviétiques. Je tentai plutôt de la dissiper. Après la Seconde Guerre mondiale, fis-je remarquer, nous avions le monopole des armes nucléaires mais nous ne nous en étions pas servis pour aggraver ou imposer notre domination, tout simplement parce que nous n'avions aucune vocation expansionniste. Nous n'avions aucune vue sur aucun peuple ni aucune nation; nous n'avions constitué notre arsenal nucléaire qu'en dissuasion face à une éventuelle agression soviétique. Puis nous abordâmes l'Initiative de défense stratégique. Il fut inflexible. Je le fus également. (...)

Après plus d'une heure, Gorbatchev et moi décidâmes qu'il était peut-être temps de retourner auprès des autres. Nous nous dirigeâmes tranquillement vers le bâtiment principal.

A mi-chemin, au beau milieu d'un parking, je l'arrêtai et, ayant l'intuition que c'était le bon moment, lui proposai un prochain sommet à Washington.

Non seulement il accepta ma proposition mais, en retour, il m'invita lui-même à Moscou pour un troisième sommet. Aucun de nous ne mentionna ce fait en retournant nous asseoir mais après la clôture de la session, lorsque j'annonçai à ma délégation que Gorbatchev et moi étions déjà d'accord sur la tenue de deux autres sommets, ils n'en crurent pas leurs oreilles.

The Day After

Ce qui suit est une partie de ce que j'écrivis dans mon Journal le 10 octobre 1985.

Columbus Day. Ce matin à Camp D, j'ai regardé la cassette du film qu'ABC diffuse le 20 novembre. Il s'appelle *The Day After* et l'on voit la ville de Lawrence, au Kansas, anéantie dans un conflit nucléaire avec la Russie. C'est puissamment fait, à la mesure des sept millions de dollars du budget de production. C'est un film très efficace qui m'a laissé considérablement déprimé. Jusqu'à présent, ils n'ont pas réussi à vendre la première des 25 publicités prévues et je comprends très bien pourquoi... Ma réaction: nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour consolider notre dissuasion et veiller à ce qu'il n'y ait jamais de guerre nucléaire.

Peu de temps après, figure cette note dans mon Journal:

Une expérience des plus dégrisantes avec Cap W. et le général Vessey dans la «Salle de Crise», un exposé complet sur notre plan général en cas d'attaque nucléaire.

Certains aspects de ce rapport, que j'avais demandé deux ans plus tôt au Pentagone, restent si secrets aujourd'hui encore que je ne peux absolument pas en parler. Disons simplement qu'il s'agissait d'un scénario fait d'une succession d'événements qui pouvaient nous conduire à la disparition de la civilisation telle que nous la connaissons.

Cette succession d'événements décrite dans l'exposé suivait en bien des points celle du film d'ABC. Malgré cela, il y avait encore des gens au Pentagone pour prétendre qu'on pouvait «remonter» un conflit nucléaire. Pour moi, ces hommes étaient fous. Pis encore, il y avait également, semble-t-il, des généraux soviétiques qui pensaient pouvoir gagner une guerre atomique.

Quelques semaines plus tard, convaincu que nous devions tout faire pour développer un système de défense contre ces armes terrifiantes de destruction massive engendrées par l'ère atomique, je donnai mon feu vert pour accélérer les recherches sur le projet I.D.S. (Initiative de défense stratégique).

Reykjavik, octobre 86: Tout est à l'eau!

Je pensais que nous venions d'accomplir quelque chose de considérable

Durant un jour et demi, Gorbatchev et moi avançâmes à grandes enjambées sur la question de la réduction des arsenaux.

Le premier jour il accepta, dans le principe, notre option zéro pour les missiles nucléaires en Europe et ma proposition de juillet pour l'élimination de tous les missiles balistiques d'ici à dix ans. Vers le soir, je commençai à me demander si Tchernobyl et l'incendie, quelques jours plus tôt, à bord d'un sous-marin nucléaire soviétique, ne se cachaient pas derrière la toute nouvelle attitude de Gorbatchev. Les radiations provoquées après l'accident de Tchernobyl avaient chassé des milliers de personnes de leurs foyers et, pourtant, il ne s'agissait que d'une faible quantité de radiations, comparées à celles d'une tête nucléaire. Tout en parlant, je me demandai si Tchernobyl n'avait pas forcé Gorbatchev à imaginer les effets d'une ogive à dix têtes nucléaires.

Nous débâttîmes du sujet tout l'après-midi. Je proposai que, dans une première phase, nous détruisions de chaque côté 50 p. c. pendant la poursuite des recherches sur un système de défense antimissiles. Si nous parvenions au stade de ces essais dans ce domaine, les États-Unis y inviteraient des observateurs soviétiques et si l'efficacité du système était prouvée, nous détruirions le reste des missiles et les deux pays partageraient les bienfaits de l'I.D.S. À l'échéance des dix années, quand toutes les armes balistiques auraient été finalement éliminées, les deux pays déploieraient simultanément leur couverture I.D.S.

Quand j'entendis de nouveau les objections de Gorbatchev à l'encontre de l'I.D.S. je l'assurai de notre respect du traité A.B.M. (*Antiballistic missiles*) et de notre engagement à ne pas déployer le système I.D.S. pendant les dix années à venir. (...)

Des résultats stupéfiants

Le jour suivant, un dimanche, nous avions prévu une demi-journée de travail, jusqu'à midi. Nous vérifiâmes le travail de «nos équipes de nuit» et décidâmes que, de ce côté, tout allait bien, puis nous entamâmes une nouvelle séance de négociation. Nous proposâmes à terme, une élimination des autres armements nucléaires, y compris les bombardiers et Gorbatchev répéta son engagement à rechercher des procédures de vérifications, sûres et acceptables pour les deux camps.

Quand j'expliquai que nous ne pouvions éliminer les armes nucléaires tactiques basées en Europe car elles constituaient la seule dissuasion de l'OTAN face aux forces conventionnelles, très supérieures en nombre, du Pacte de



Quatorze mois après l'échec de Reykjavik, Reagan et Gorbatchev se rencontrent à nouveau, à Washington, et signent le traité de réduction des armements nucléaires de moyenne portée (INF).

Varsovie, Gorbatchev proposa de lui-même une réduction drastique de ces forces conventionnelles. C'était une chose que nous avions toujours considérée comme un préalable à toute réduction de l'arsenal nucléaire mais que nous n'avions jamais osé espérer dès Reykjavik.

George (Shultz) et moi n'en croyions pas nos oreilles. Nous obtinâmes des résultats stupéfiants et, comme la journée avançait, j'eus l'impression que quelque chose d'important se passait.

Midi: sonna mais nous n'en tinmes pas compte et poursuivîmes nos travaux, dans le salon surplombant l'océan, nous quatre plus les interprètes. Comme le soir approchait, je me dis: «Regarde un peu ce que nous avons réussi — nous venons de conclure la réduction d'armements la plus massive de tous les temps.» Je pensais que l'accord était total et que nous venions d'accomplir quelque chose de considérable.

Tout étant réglé — c'est du moins ce que je pensais — Gorbatchev, souriant aux lèvres, nous lança alors:

— Tout cela dépend, bien sûr, de l'abandon de l'I.D.S.

Cette fois non plus, je n'en crus pas mes oreilles et mon sang ne fit qu'un tour.

— Je vous ai dit et répété que l'I.D.S. n'était pas négociable. Je vous ai dit et répété que si l'I.D.S. se révèle viable, les armements nucléaires étant désormais obsolètes, nous vous en ferons bénéficier ainsi que le monde entier. Et voilà, avec tout ce qui a été accompli dans cette pièce depuis deux jours, que vous balancez ce pavé dans la mare. Tout est à l'eau. Pas question d'abandonner les recherches sur l'I.D.S., ajoutai-je.

C'était bel et bien l'I.D.S. qui avait amené l'Union soviétique à la table des négociations à Genève et à Reykjavik. Ce n'était pas le moment de renier, ma promesse au peuple américain de ne pas brader l'I.D.S.

Nous savions de source confidentielle que les Soviétiques travaillaient également sur un système similaire à notre I.D.S. Leur technologie était plus rustique que la nôtre mais si nous interrompions brusquement nos travaux, nul doute qu'un beau matin nous nous réveillerions pour constater que les Soviétiques possédaient, et eux seuls, l'I.D.S. Nous ne pouvions nous permettre une telle imprudence. L'I.D.S. était une assurance contre les manquements à ce qui se décidait ici à Reykjavik, entre Gorbatchev et moi. Nous avions suffisamment d'exemples de violations de traités de la part des Soviétiques pour savoir que ce type d'assurance n'était pas du luxe.

— Si vous souhaitez tant abolir tout armement nucléaire, demandai-je à Gorbatchev, pourquoi le système qui nous en protégerait vous inquiète-t-il tant? Le système de défense I.D.S., qui ne comporte pas d'armements nucléaires, ne menace absolument personne. (...)

Gorbatchev se laissa traduire ma remarque mais, manifestement, il n'écoutait pas.

Il ne bougea pas d'un pouce. Il se tenait assis, souriant, puis il lâcha qu'il ne me croyait pas quand je disais que les États-Unis feraient bénéficier les autres pays de l'I.D.S.

Ma colère montait. Je comprenais soudain qu'il m'avait fait venir en Islande avec un seul but en tête: faire avorter l'I.D.S. Il savait depuis le début qu'il présenterait les choses comme il venait de le faire: au dernier moment.

— La réunion est terminée, dis-je, George, on s'en va.

Quand nous atteignîmes nos véhicules respectifs, Gorbatchev me lança:

— Je ne vois pas ce que je pouvais faire d'autre.

— Moi si, lui rétorquai-je, vous auriez pu dire oui.

Les parents subiraient les contrecoups de leurs largesses avec leurs enfants

RAYMOND GERVAIS

Notre génération a-t-elle été trop permissive avec les enfants? Les parents subissent-ils présentement les contrecoups de leurs largesses?

Selon le professeur Moncef Guitouni, psychosociologue et président-directeur général du Centre de psychologie préventive et de développement humain, la réponse est malheureusement oui.

«Depuis dix ans, dans notre société nous assistons à un phénomène de croissance des comportements violents et de leur banalisation dont l'ampleur devrait, selon nous, susciter une remise en

question de nos attitudes et une profonde réflexion sur l'avenir qui se prépare», écrivait le professeur Guitouni au sujet des «Enfants de la violence» il y a deux ans.

Invité hier à prendre la parole lors d'un forum de la Société de recherche en orientation humaine dont le thème était «Éduquer et non conditionner», M. Guitouni a tenu le même discours.

Récupérer

Selon lui, nous avons présentement atteint un point où il faut absolument réussir à récupérer les enfants car dans dix ans, ce point sera celui du non retour.

«Par désir de lui laisser sa liberté et de ne pas le brimer com-

me certains d'entre nous avons pu l'être, on l'a amené à devenir plus responsable de rien. L'identité de l'enfant est très faible par rapport à son niveau de réalisation et son identité est très égoïste par rapport au plaisir. Les enfants veulent tout avoir, mais ne font rien en retour. Ils croient que tout leur est dû et lorsque le parent dit non, la rébellion s'installe chez lui et la colère qui engendre la violence aussi», a indiqué le psychosociologue.

Pas moins de 175 personnes, dont de nombreux jeunes de 15 à 21 ans, ont participé hier au forum et ont émis des opinions, souvent différentes, de celles de leurs aînés.

«Mais les parents ne sont pas

les seules à blâmer, d'ajouter M. Guitouni, la télévision est aussi responsable de la léthargie de certains enfants, qui après avoir regardé une émission de télévision, en ressortent souvent vidés et encore plus aguerris», a déclaré en substance le professeur.

Dans les années 1970, on a connu en Amérique du Nord un mouvement de contestation des valeurs établies. On n'a qu'à se rappeler tous les mouvements hippies et ceux qui préconisaient l'amour comme mode de vie, incitant au pacifisme, et qui dénonçaient les valeurs des sociétés industrialisées.

«Avec le recul, plusieurs se demandent maintenant si en voulant contrer une partie de la violence légitime, on n'a pas laissé libre cours au reste et si, par ailleurs, on n'est pas venu à voir la violence là où, en réalité, il s'agit de l'autorité», précise M. Guitouni.

Une violence

Et, d'enchaîner le psychosociologue, «le résultat de cette analyse est que nous ne contestons plus une violence réelle, mais que nous réagissons violemment à l'existence même des gens autour de nous parce qu'ils nous dérangent et nous empêchent de fonctionner à notre goût. C'est ce que je constate de plus en plus à tel point que lorsqu'on rappelle quelqu'un au sens de sa responsabilité, il crie à la violence», a indiqué le professeur qui prépare présentement une étude dans laquelle il a interrogé pas moins de 300 familles et dans laquelle il dresse le portrait des enfants des années 90.

Le colloque d'hier avait été organisé afin de prendre conscience que les jeunes laissés à eux-mêmes ne sont pas préparés à faire face à la vie. Finalement, M. Guitouni a cité deux cas de violence extrême de la part d'enfants à l'égard de leur parents. Le cas du double meurtre d'Alberte et Jean de la Boissière, à Boucherville, où un fils adoptif a tué ses parents pour toucher son héritage; et le meurtre de Micheline Sévigny, poignardée à mort dans sa baignoire par son fils pour avoir refusé de lui donner les clés de sa voiture.

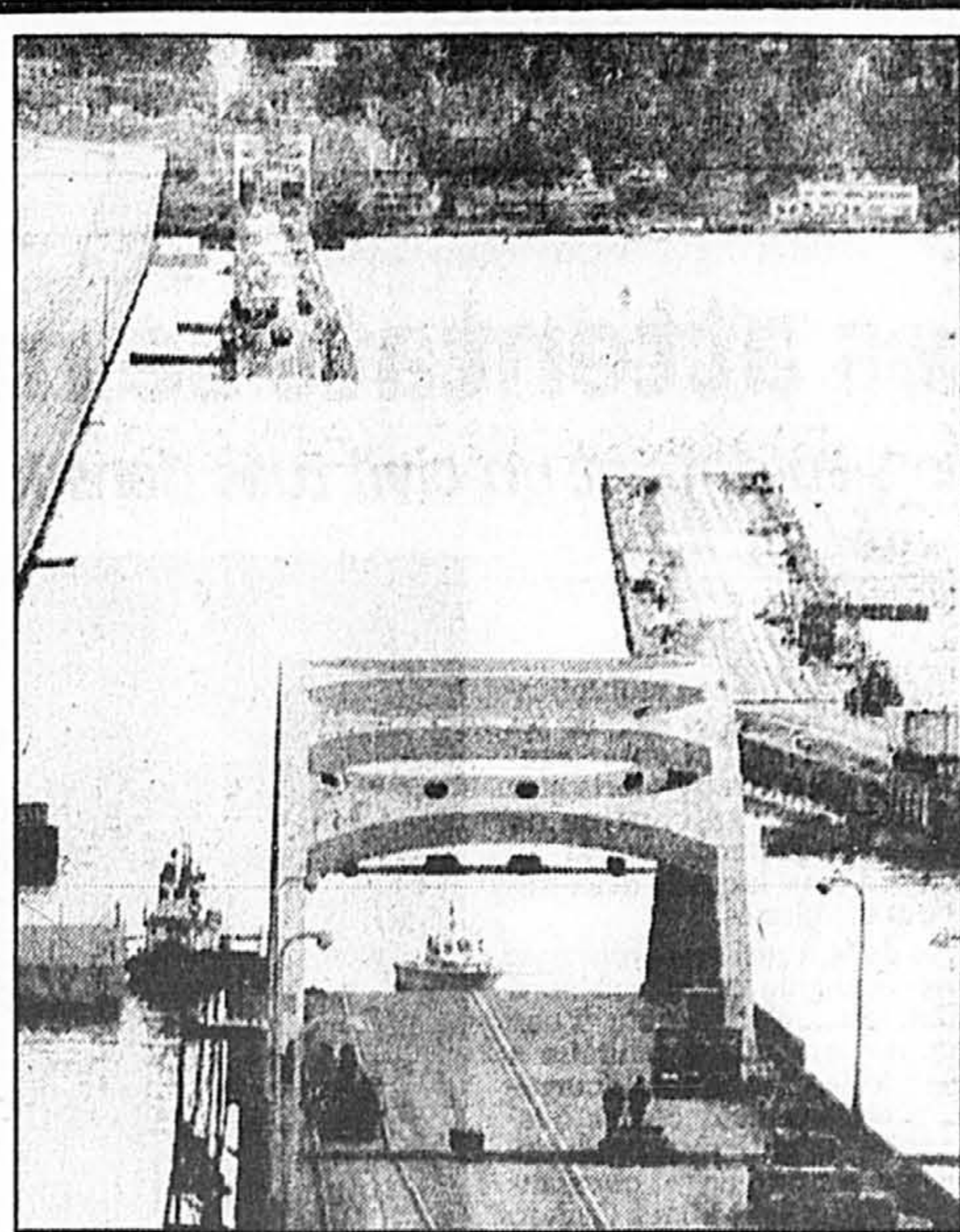
L'aéroport de Denver en feu

d'après UPI DENVER

Deux énormes réservoirs de 400 000 gallons contenant du carburant d'avion ont pris feu hier à l'aéroport Stapleton de Denver, au Colorado, entraînant des retards dans les départs et les flammes menaçaient de se propager à des réservoirs voisins encore plus gros sur l'un des aéroports les plus actifs des États-Unis.

L'agent des relations publiques de l'aéroport a confirmé la nouvelle et annoncé que la décision avait été prise de les laisser brûler complètement, ce qui pourrait prendre de 24 à 30 heures.

Une centaine de pompiers de Denver et des localités environnantes ont aspergé les deux réservoirs en flammes de mousse carbonique et déversé de l'eau sur les trois autres réservoirs à proximité pour les empêcher de surchauffer et d'exploser.



Un tronçon de 800 mètres d'un pont flottant de 2,4 km de long, qui enjambe le lac Washington, à l'est de Seattle, s'est détaché sous la pression des eaux gonflées par les pluies et a coulé à pic, obstruant une grande voie de communication.

Les inondations continuent à semer la mort aux États-Unis

d'après UPI, CP et AP

Les inondations provoquées par des pluies torrentielles continuent de semer la dévastation et la mort sur la côte nord-ouest des États-Unis, mais dans l'île de Vancouver et la vallée du Fraser, en Colombie-Britannique, les eaux commencent à se retirer.

Un tronçon de 800 mètres d'un ancien pont flottant d'une longueur de 2,4 km enjambant le lac Washington, à l'est de Seattle, s'est détaché et a coulé à pic hier, emportant avec lui des personnes, les eaux qui déferlent dans l'ouest de l'État de Washington, et une personne au moins est portée disparue.

Un pilote d'hélicoptère survolant la région a déclaré que l'extrémité ouest du pont de la route 90 «avait coulé comme un navire de guerre.»

La perte du pont était au nombre de difficultés créées par plusieurs semaines de pluies diluviennes. On signale également une péniche qui va à la dérive sur la rivière Snohomish, une voiture a été emportée par les eaux, près de Duvall, et un homme est porté disparu. Par ailleurs des milliers de rondsins ont dévalé les chutes Snoqualmie, qui ont plus de 80 m de haut.

Des refuges

Près de deux mille personnes ont dû fuir leurs maisons, plus de douze fleuves et rivières importantes étant sortis de leur lit à la suite des pluies importantes au-dessus des monts Cascades, tandis que des incendies géants dévastaient le Colorado et le Montana. La Croix-Rouge a ouvert vingt et un refuges pour accueillir les sinistrés. Ces sont les régions situées à l'ouest de Seattle qui étaient les plus touchées.

Le pont flottant — dont la réouverture était prévue en 1992 pour desservir un des corridors routiers les plus importants dans l'État de Washington — a commencé à se rompre hier matin, a déclaré Bill Southern, porte-parole du Département américain des Transports. Deux ouvriers ont réussi à s'en tirer indemnes.

Pour la deuxième fois en deux semaines, des dizaines de personnes ont quitté leurs foyers de l'île Fir, à 80 km de Seattle, pour s'abriter des flots. La Croix-rouge a ouvert des abris d'urgence. Les inondations ont déjà causé pour plus de 50 millions de dégâts cette année, et M. Booth Gardner, le gouverneur de l'État de Washington a demandé une aide d'urgence du gouvernement fédéral pour dédommager les victimes.

Pendant ce temps, des incendies attisés par des vents violents faisaient rage dans deux autres États de la côte ouest. Au moins une demi-douzaine de maisons ont brûlé dans le Montana et plusieurs dizaines de personnes ont dû être évacuées dans le Colorado, où les flammes ont détruit 14 maisons samedi. Les autorités estiment que ces incendies pourraient être d'origine criminelle. On ne déplorait aucune victime.

Dans les Rocheuses, plusieurs centaines d'hectares de terrain abritant des ours grizzly ont brûlé.

Par contre, en Colombie-Britannique, le niveau des rivières gonflées par les eaux a commencé à baisser. Une quarantaine de personnes qui avaient été contraintes de quitter leurs demeures à Sayward, à 250 km au nord-ouest de Victoria, ont reçu hier l'autorisation de rentrer chez eux.

Ne cherchez plus, vous avez trouvé :

L'OASIS

CONDOMINIUMS

au coeur du centre-ville.



Découvrez à un prix exceptionnel le raffinement d'un espace privilégié :

- Structure tout béton
- Ascenseurs
- Insonorisation de qualité supérieure
- Système d'intercom
- Vaste terrasse
- Chauffage et climatisation individuels
- Garage intérieur
- Piscines, bain tourbillon et saunas
- Salle de conditionnement physique
- Vue panoramique

1070/1080 rue St-Mathieu (coin boul. René-Lévesque ouest)

989-2981

Heures de bureau
Lundi au vendredi : 11h à 20h
Samedi et dimanche : 11h à 17h

FINANCEMENT

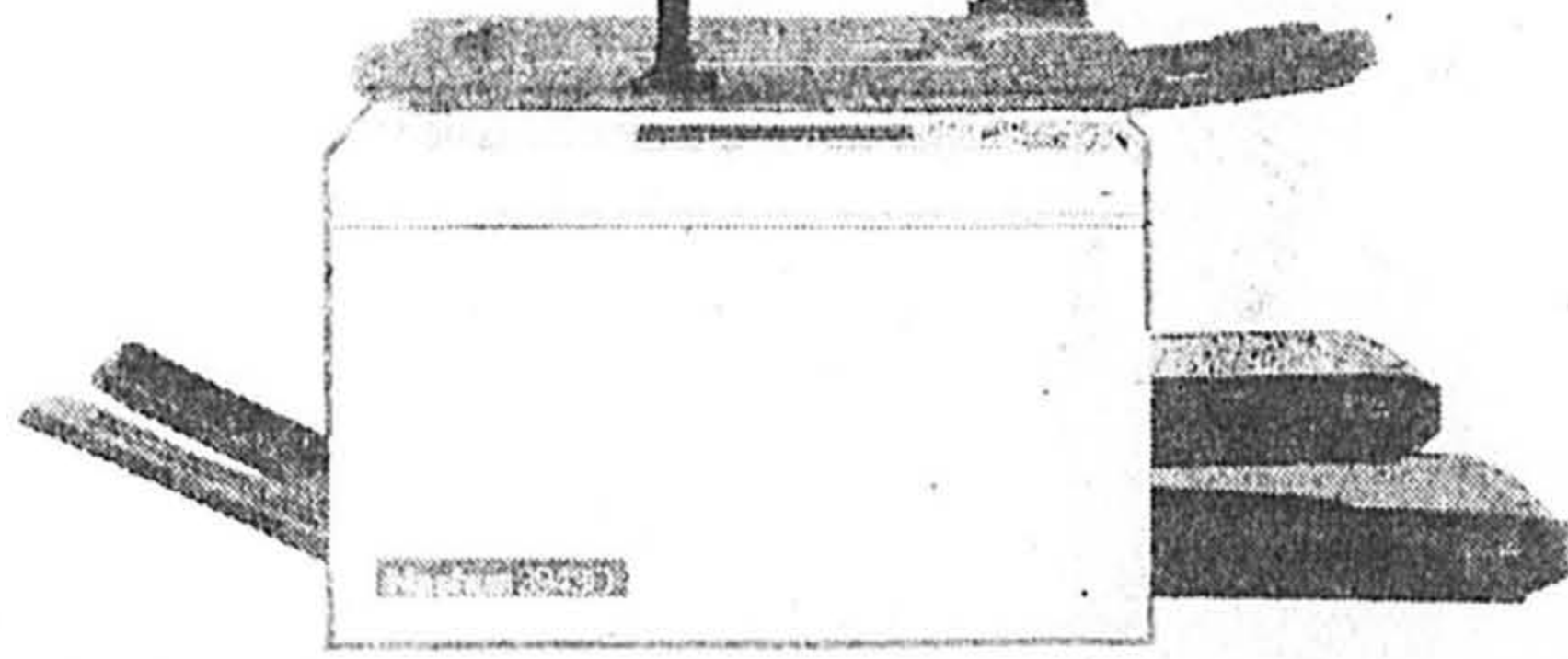


TRUST GÉNÉRAL

9^{3/4}%
Ces faibles conditions s'appliquent.

Achetez avant le 31 décembre 1990, pour éviter la T.P.S.

Personne ne peut nous copier.



Dans le monde des photocopieurs, personne ne peut copier Nashua. Car chez Nashua, notre philosophie, axée sur la qualité du service, est endossée par plus de 23 000 collaborateurs répartis autour du monde. Nashua a atteint cette envergure et cette capacité de faire en offrant au marché mondial une gamme complète de 11 photocopieurs. Cela signifie qu'il existe un Nashua capable de répondre parfaitement aux besoins particuliers de votre entreprise.

Votre détaillant Nashua vous guidera dans le choix du meilleur appareil au meilleur prix et vous offrira un mode de financement avantageux. Par un service après-vente efficace et consciencieux, il saura combler vos moindres exigences en matière d'entretien et de service.

Nashua

Tout compte fait, personne ne peut copier un leader mondial.

Chez Copiscope, contactez Alain Joyal ou Rocco Del Duca 744-3610

Pour une gastronomie italienne recherchée l'endroit où on se rencontre c'est le seul et unique

Ristorante **Giardino** Restaurant

Situé à ville d'Anjou
6110, Louis-H. Lafontaine ou pour un 5 à 7, c'est le restaurant-bar par excellence.

Réservation 351-7656

Vaste stationnement.

Cette semaine à la Place Bonaventure GALERIE DES BOUTIQUES

Eh oui! Noël est déjà à nos portes et la frénésie des achats nous envahit. Vous voulez faire plaisir à votre entourage et vous gâter un peu, alors, n'hésitez plus, ne cherchez plus, la Galerie des Boutiques de la Place Bonaventure vous attend. Plus de 125 boutiques avec un choix inégalé de vêtements, d'accessoires cadeaux et d'articles de toutes sortes vous attendent.

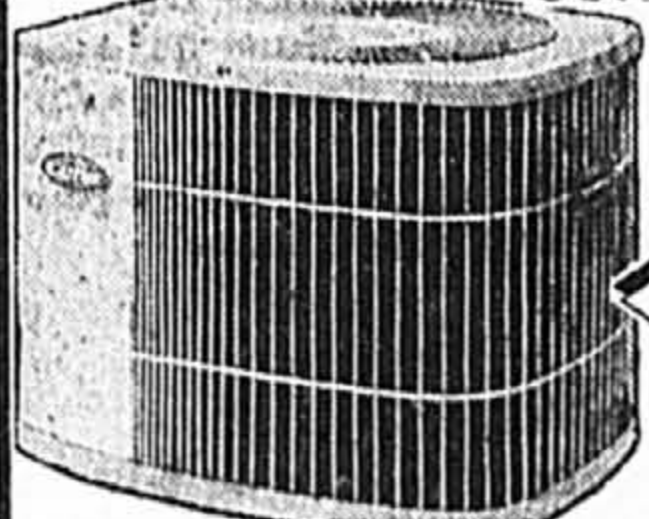
En plus, du 3 au 24 décembre 1990, vous pouvez ajouter une touche originale à tous vos cadeaux en les faisant emballer au kiosque d'emballage cadeaux. On vous y proposera des boîtes de conserves, des sacs gonflables, des boîtes de toutes les couleurs et un choix inégalé de papiers et de rubans aux couleurs de Noël.

HALLS D'EXPOSITION

Salon International de Montréal de Chiens de Race (Hall Ouest). Du 30 novembre au 2 décembre. Le «United Kennel Club Inc.» présente le championnat de chiens de toutes catégories. (Ouvert au public.)

THERMOPOMPES

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 60% SUR LES COÛTS DE CHAUFFAGE



Marques réputées fabriquées par
■ LENNOX
■ CARRIER
■ YORK
■ RHEEM
■ ARMSTRONG
■ MITSUBISHI
■ et plusieurs autres

APPELEZ LE SEUL CENTRE D'ESCOMPTES DE THERMOPOMPES À MONTRÉAL

Offre prolongée. Quantité limitée.

ECONO-TECH 733-1414



Miss Italia

Étudiante en marketing à l'Université Concordia, Laura labone, 21 ans, a été couronnée hier Miss Italia lors d'un gala qui se déroulait à la salle Maisonneuve de la Place des Arts. «Les 1300 personnes qui ont rempli la salle venaient avant tout pour un concours de beauté, explique Mme Lise Saint-Arnaud, une des organisatrices. Si cet aspect comptait pour 30 p. cent des points, il fallait toutefois arriver à leur faire voir autre chose. Mlle labone et ses compagnes y ont parfaitement réussi.» Myriam Seferian et Rosa Franco, toutes deux âgées de 21 ans, ont pris les deuxième et troisième places respectivement.

PHOTO LUC SIMON PERRAULT, La Presse

Les attentats se multiplient aux frontières d'Israël

Trois soldats et un civil tués dans le sud, deux soldats blessés au nord

D'après AFP et Reuter
JERUSALEM

Israël fait face à une multiplication d'incidents le long de ses frontières, avec l'attentat sanglant qui a fait quatre morts hier près d'Eilat, aux confins de l'Égypte, et l'attaque-suicide au Liban-sud dans laquelle deux soldats ont été blessés.

Près de la frontière égyptienne, à une vingtaine de km au nord d'Eilat, un Égyptien vêtu d'une tenue de camouflage militaire a ouvert le feu à l'arme automatique, successivement contre quatre véhicules militaires et un autobus de la firme Egged circulant sur la route reliant Eilat à Qadesh Barna (sud d'Israël).

Trois soldats ont été tués. Un civil a également trouvé la mort et 25 autres ont été blessés, dont cinq grièvement. Les civils étaient employés à la base aérienne d'Ovda, dans le désert du Néguev. Il s'agit de l'incident le plus important à la frontière depuis l'attaque par un commando palestinien, le 7 mars 1988, contre un autobus israélien près de Dimona, dans le Néguev, dans laquelle trois Israéliennes et les trois assaillants furent tués.

Dans un communiqué diffusé à

Fadwa Hassan Ghanem, 19 ans, qui s'est donnée la mort en faisant sauter, devant une patrouille israélienne, la charge d'explosifs qu'elle transportait sous son tchador.

PHOTO REUTERS



Amman, le groupe intégriste Djihad islamique a revendiqué l'attentat, comme il avait revendiqué la mort de neuf touristes israéliens dans l'attaque d'un autocar en Égypte, en février dernier.

Le premier ministre israélien, Yitzhak Shamir, a dénoncé hier soir le « fanatisme » à l'origine, selon lui, de l'attentat. « Nous avons signé un traité de paix avec l'Égypte, et malgré tout, il y a des fanatiques qui viennent de ce pays assassiner des Israéliens », a dit Shamir à des juifs français. Le ministre de la Défense, Moshé Arens, a affirmé que l'attentat était d'une « gravité extrême ».

Quelques heures plus tard, deux soldats israéliens étaient blessés près du Château de Beaufort, au Liban sud, lors d'une opération-suicide menée par une adolescente qui s'est donnée la mort en faisant sauter, devant une patrouille israélienne, la charge d'explosifs qu'elle transportait sous son tchador. Un Libanais a été blessé par les tirs israéliens après l'incident.

À Beyrouth, le Parti social national syrien (PSNS, laïc libanais pro-syrien de Daoud Baz) a revendiqué l'attentat, en soutenant que « plusieurs soldats israéliens ont été tués ». Il s'agit de la première attaque-suicide depuis plus d'un an contre l'armée israélienne dans cette région.

Le PSNS a précisé que sa militante — Fadwa Hassan Ghanem, 19 ans — s'était approchée à 9h 15 locales à moins d'un mètre d'une patrouille israélienne dans le secteur central de la zone occupée par l'État hébreu, avant de faire exploser sa bombe. L'attaque marquait le 58^e anniversaire de la fondation du PSNS.

Dans la nuit de samedi, une vedette de la marine israélienne avait intercepté un canot pneumatique au large de Tyr, au Liban sud, se dirigeant vers la côte israélienne. L'embarcation a été cogée et ses cinq passagers ont été tués. Selon un porte-parole militaire, ils voulaient perpétrer des actions terroristes en Israël. À Damas, le FPLP-Cg d'Ahmad Djibril annonçait que quatre de ses hommes avaient « disparu » au large du Liban sud. Le commandant de la marine israélienne, l'amiral Mikha Ram, a confirmé hier que « ces derniers mois, les tentatives de porter atteinte à Israël se sont multipliées, en particulier par la mer, y compris en mer Rouge », a-t-il ajouté. L'incident maritime est le huitième depuis le début de l'année.

Un lieutenant israélien était tué lundi dernier à sept km au nord de la « zone de sécurité » qu'Israël a créée et occupée au Liban sud. Selon des sources militaires à Tel-Aviv, 35 opérations ont été menées en 1990 au nord de cette « zone », 18 par Tsahal et 17 par l'Armée du Liban sud (ALS, milice pro-israélienne).

Autre inquiétude en Israël: la multiplication des infiltrations à travers la frontière jordanienne, longue de 370 kilomètres et longtemps considérée comme une frontière de paix de facto. Un réserviste israélien a été poignardé le 13 novembre près du pont de Damia, sur le Jourdain, par un Jordanien se réclamant du Jihad islamique, infiltré en territoire contrôlé par Israël.

Cinq jours auparavant, un officier israélien avait été tué près de Jericho, en Cisjordanie occupée.

« Le mal zairois s'appelle Mobutu »

JOONEED KHAN

« Le mal zairois s'appelle Mobutu. En 25 années de règne sans partage sur le pays, il a massacré, torturé, terrorisé et pillé. Il faut qu'il s'en aille. Pour nous, c'est la condition préalable à toute démocratisation et à toute reconstruction du Zaïre ».

Ce message simple et direct, Étienne Tshisekedi, 57 ans, de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), l'a communiqué, avec le poids de sa crédibilité comme opposant de la dictature sur le terrain depuis 10 ans, à une cinquantaine de ses compatriotes qui le recevaient à dîner avec son épouse, Marthe, samedi soir dans un hôtel de Montréal.

L'auditoire rassemblait différents courants politiques zairois, comme on a pu le constater à l'heure des questions. Mais même ses contradicteurs salueaient Tshisekedi, conseiller du MNC (Mouvement national congolais) de Patrice Lumumba en 1958 avant de devenir l'architecte de la constitution qui érigea Mobutu en dieu-roi du Zaïre en 1965, pour « avoir eu le courage de dire non au dictateur en 1980 et de le combattre au pays même malgré la répression ».

Sa feuille de route depuis 1980 comprend ainsi la perte de son mandat parlementaire, la prison pour « complot qualifié », l'exil intérieur, la libération grâce à des pressions (dont celles d'Amnistie internationale-Québec) et la réarrestation, résidence surveillée. Parallèlement, ses partisans se faisaient massacrer par les milices mobutistes, quand ils ne disparaissaient pas purement et simplement.

De taille moyenne, solidement bâti, le visage plein et franc, ce docteur en droit à l'allure de pdg, suscite l'admiration de ses compatriotes pour une autre raison: il a su résister à toutes les tentatives de Mobutu de l'acheter ou de le co-opter.

« Le mobutisme est basé sur des antivaluers, dira-t-il. Son crime le plus grave, c'est que les jeunes ne savent plus distinguer le Bien du Mal. La culture du mobutisme, c'est celle de la répression, de la corruption, du meurtre et du vol ».

Sur le cheminement de Mobutu entre la fin de la II^e République annoncée le 24 avril et le multipartisme concédé le mois dernier, Tshisekedi porte un diagnostic impeccable: « Sa constitution fait de son MPR l'État-parti et fait du président du MPR le chef de l'État. Mais il a démissionné comme président du MPR. Il n'est donc plus président de la République. Il nous faut assurer que cette démission devienne effective et définitive ».

C'est sur ce qu'il appelle lui-même le « scénario pratique » de



Étienne Tshisekedi

la transition que l'auditoire formule des réserves. Il propose ainsi un « gouvernement de transition » forme de « seuls opposants qui ont lutté sur place », c'est à dire « l'UDPS et les deux branches du parti lumumbiste, le MNC et le PALU ». Ce régime aurait pour mission de préparer des élections législatives menant à l'élaboration de la « constitution définitive » du Zaïre et de « prendre des mesures d'urgence » propres à « rétablir les liens économiques avec nos partenaires extérieurs ».

Or, avec le multipartisme que permet Mobutu, au moins 104 partis se sont déclarés et personne ne veut être exclu de la transition. D'aucuns s'inquiètent du « mobutisme sans Mobutu », c'est à dire de l'appareil répressif militaro-policier fait de troupes d'élite et de mercenaires, doublé des « barons du régime », et se demandent comment Tshisekedi entend y faire face. D'autres encore voient d'un oeil négatif la formule « fédérale » prônée par l'UDPS pour ce Zaïre grand comme presque deux fois le Québec, avec 35 millions d'habitants répartis en une dizaine de groupes linguistiques.

Enfin, plusieurs disent leur impatience face à la « lenteur » du changement au Zaïre et exhortent Tshisekedi à presser le pas, et certains, autour du thème « le Zaïre aux Zairois », l'invitent à « laver l'humiliation de la domination étrangère » et à « rétablir la dignité du Zaïre » en s'isolant du monde extérieur.

Étienne Tshisekedi, qui brigue l'investiture de son parti comme candidat à la présidence du Zaïre, a minimisé sans convaincre le danger de l'appareil mobutiste. Mais il a fait preuve d'autorité quand, évitant toute démagogie, il a invité ses compatriotes à « abandonner leurs complexes d'autarcie, surtout après ce qui s'est passé à l'Est » et à « renforcer la solidarité internationale ». « Il nous faut récupérer la fortune de Mobutu et régler sa dette de 7 milliards \$ », a-t-il rajouté.

Le sort des otages canadiens connu bientôt

Pacifistes canadiens à Bagdad tandis que Clark parle de guerre au Caire

d'après UPI, AFP et Reuter
BAGDAD

Trois députés canadiens ont retardé hier leur départ de Bagdad dans l'espoir d'une décision, des aujourd'hui peut-être, sur le sort des quelque 45 ressortissants canadiens retenus en Irak et au Koweït et pour lesquels ils ont réclamé des visas de sortie.

Des membres du Comité des affaires internationales du parlement irakien ont assuré hier les trois députés, le conservateur Bob Corbett, le libéral Lloyd Axworthy et le néodémocrate Svend Robinson, qu'ils ont soumis des recommandations au président Saddam Hussein sur le sort des otages canadiens.

L'Irak introduisait entre-temps le rationnement au Koweït, dont il a fait sa « 19^e province » et, selon des opposants irakiens au Caire, le régime de Saddam Hussein a commencé à conscrire des enfants de moins de 15 ans pour protéger des installations militaires et économiques vitales. Les Irakiens de plus de 15 ans sont déjà soumis à la conscription.

À Beyrouth, le Conseil supérieur de la révolution islamique en Irak, formation intégriste d'opposition, affirmait dans un communiqué que 4500 de ses partisans avaient été arrêtés à la suite d'une campagne contre le régime de Saddam Hussein.

Des tracts « dénonçant les décisions qui ont servi de prétextes pour l'envoi de troupes étrangères » dans la région ont été distribués en novembre par « des unités d'élite dans des écoles de Bagdad » et d'autres villes, dit le conseil. Il ajoute que les 4500 personnes arrêtées risquent la

peine de mort aux termes de la loi contre le terrorisme qui interdit la distribution de tracts et de communiqués hostiles au régime.

Le ministère irakien de l'Intérieur avait fait état samedi de troubles « fomentés par un groupe d'adolescents » qui ont notamment distribué des tracts et ont été arrêtés par la police.

Trente-deux des otages canadiens se trouvent à Bagdad et 15 sont au Koweït occupé par l'Irak depuis le 2 août dernier. Ils ne sont cependant pas utilisés comme « boucliers humains » sur des sites et des installations stratégiques que l'Irak veut protéger contre d'éventuels bombardements pour l'obliger à quitter le Koweït.

Les députés espéraient pouvoir quitter Bagdad avec les otages canadiens à temps pour par-

ticiper au débat parlementaire, à Ottawa, sur l'opportunité d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU approuvant le recours à la force contre l'Irak. Ce débat pourrait commencer dès aujourd'hui.

Le ministre des Affaires étrangères, Joe Clark, a déclaré hier au Caire que le Canada ouvrirait à l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution en ce sens comme « ultime tentative de parvenir à une solution pacifique » de la crise. Il a indiqué que le Canada, qui a déployé 1500 militaires dans le Golfe, fournirait 75 millions \$ aux pays les plus affectés par la crise, dont 25 millions \$ à l'Égypte. Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunira jeudi au niveau des ministres des Affaires étrangères, apprend-on hier de sources diplomatiques américaines. Cette réunion, la deuxième

depuis l'invasion irakienne du Koweït, pourrait déboucher sur l'adoption d'une résolution posant le principe d'un usage de la force contre l'Irak si Bagdad ne retire pas ses troupes, estime-t-on.

Clark, attendu aujourd'hui en Israël, a déploré l'attentat anti-israélien d'hier près de la frontière égyptienne, soulignant que « de tels actes prouvent l'existence de tensions dans la région et la nécessité d'œuvrer pour un règlement du problème du Proche-Orient ». Mais il a rejeté tout lien entre la crise du Golfe et la question palestinienne.

Cependant, trois Canadiens membres de l'Église mennonite arrivés à Bagdad samedi avec une délégation pacifiste canado-américaine préconisaient un règlement pacifique de la crise et invitaient Joe Clark à « écouter ceux qui appellent au dialogue ».

Ce sont Heady Sawadsky et Ron Rempel, de l'Ontario, et Harry Huebner, du Manitoba. « Nous devons trouver les moyens de dire que la guerre, c'est le mal », a dit Huebner. « Nous voulons que notre gouvernement écarte l'option de guerre comme instrument moral ou stratégique », a déclaré Rempel. « Étant donné notre engagement comme nation de faiseurs de paix sur la scène globale, nous devons prôner des négociations non-violentes », a dit Sawadsky.

Un avion en provenance de Bagdad a ramené hier, à Francfort, 104 otages allemands et un Britannique. Le représentant de Bonn, Rudolf Seiters, venu accueillir les ex-otages, a été hué mais la foule a salué par des applaudissements l'ancien chancelier Willy Brandt, qui avait ramené 200 otages au début du mois.

Enfin, l'Irak annonçait hier la libération prochaine de 70 otages italiens « en signe de considération » pour Mgr Hilarion Capucci, archevêque grec-catholique de Jérusalem, qui réside en Italie et qui est venu en mission à Bagdad à la tête d'une délégation italienne non officielle rassemblant différents mouvements chrétiens et pacifistes.

Le ministre canadien des Affaires étrangères, Joe Clark, et son homologue égyptien Esmat Abdel-Meguid lors de leur rencontre au Caire hier.

PHOTO ASSOCIATED PRESS



DÉPÊCHES

CAMBODGE

ONU-plan final

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ont finalisé hier, à Paris, leur projet de règlement du conflit cambodgien vieux de 12 ans. Des délégués français, britanniques, chinois, américains et soviétiques ont adopté, au terme de trois jours de travaux, un document de 12 pages qui définit le plan de paix de l'ONU. Le prince Norodom Sihanouk, désigné à la tête du Conseil national suprême de transition par les trois composantes de la Résistance anti-vietnamienne, a lancé hier, à Paris, un appel à une rapide rencontre des

quatre partis. Xu Dunxin, vice-ministre chinois des Affaires étrangères, a reçu hier tour à tour Son Sann et Sihanouk. Du côté soviétique, on a indiqué qu'« aucun rendez-vous n'a été fixé » entre le prince et le vice-ministre Igor Rogatchev, mais qu'une rencontre n'est « pas exclue ».

URSS Armée-pénuries

L'armée soviétique ne laissera personne la tourner en dérision, a déclaré le ministre de la Défense, Dimitri Yazov, en réagissant à la décision de la république de Lettonie de ne plus contribuer à l'approvisionnement des troupes so-

viétiques stationnées sur son territoire. Dans un note au Kremlin, des responsables lettons ont aussi réclamé que les troupes soviétiques soient cantonnées dans leurs bases avant de se retirer sous la supervision de l'ONU. Le gouvernement soviétique recherche entre-temps des crédits et d'autres sources de devises fortes pour acheter des vivres à l'étranger.

INDE Attentats-Singh

Une bombe a fait au moins un mort lors d'un rassemblement public hier de l'ancien premier ministre indien V.P. Singh. Selon P.T.I., plusieurs personnes ont été blessées dans l'attentat à Jitama-

rhi, dans l'État du Bihar, où Singh est en tournée quasi-électorale afin d'expliquer pourquoi son gouvernement minoritaire a été victime d'une motion de censure le 7 novembre au parlement. Des séparatistes sikhs ont ouvert le feu entre-temps sur des passants à Jullundur, dans le Punjab, faisant 14 morts et au moins sept blessés. Les agresseurs qui circulaient en voiture ont tiré sur des hindous. Plusieurs dirigeants sikhs qui devaient participer hier à une convention sur l'unification de divers mouvements politiques de la région ont été arrêtés ces jours derniers et la convention a été interdite par le gouvernement du Punjab.

Les communautés

La communauté palestinienne fait appel à la solidarité



LILY TASSO

Entrant bientôt, le 9 décembre prochain, dans sa quatrième année, l'Intifada, le soulèvement des Palestiniens dans les territoires occupés, n'a pas fini de compter ses morts et ses blessés, ses handicapés et ses orphelins. Et l'Aide médicale pour la Palestine, l'AMP, une association sans but lucratif, fondée à Montréal en 1983, n'arrête pas, elle non plus, de compter sur le soutien de ses amis et du public en vue de soulager des drames que des chiffres, à eux seuls, ne peuvent sans doute traduire. Jeudi prochain, 29 novembre, à son banquet bénéficiaire annuel, deux médecins en exposeront l'étendue. Le journaliste Michel Roy qui a effectué un voyage d'information au Moyen-Orient en mai dernier, prendra aussi la parole.

«Comme après chaque événement grave, le massacre récent de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem a provoqué une vague d'affrontements sanglants à travers les territoires. Ils ne sont pas toujours rapportés par les médias, et les blessés sont nombreux. Nous faisons face actuellement à des demandes encore plus urgentes», déplore Edmond Omran, président de l'AMP. Plus de mille unités de premiers soins ont été fournies depuis le 8 octobre dernier, et il en faudrait deux mille autres, explique-t-il. Chaque unité revient à 10 \$ US. De plus, une somme de 10 000 \$ a dû être envoyée à l'Hôpital général Maqassed de Jérusalem pour son fonds d'urgence. Et de préciser aussi que notre ambassade à Tel-Aviv a financé pour 4400 \$ la ventilation de l'hôpital Al-Ahli à Gaza.

Les démarches et les campagnes menées depuis plusieurs années par ce Québécois né à Jaffa, arrivé ici il y a vingt ans, ont réussi à sensibiliser plusieurs milieux à la dégradation des conditions de santé qu'a connue la population des territoires occupés bien avant le soulèvement. L'ACDI (Agence canadienne de développement international), l'EUMC (Entraide universitaire mondiale du Canada), la CSN (Confédération des syndicats nationaux), pour ne citer que ces trois organismes, ont répondu à ses appels appuyés par les membres de la communauté palestinienne établie aujourd'hui au Canada.

Leur nombre se situerait entre 12 000 et 15 000 dont 2500 au Québec. A l'instar des quelque deux millions et demi de réfugiés contraints de quitter leur terre, ils ont erré dans plus d'un pays



Trois canado-palestiniens solidaires avec la mère patrie: M. Edmond Omran, président de l'Aide médicale pour la Palestine, à gauche, et M. Ali Yassir, président de la Fondation canado-palestinienne, entourant Mme Amal C. Shomali, vice-présidente aux relations publiques de cet organisme.

PHOTO PIERRE CÔTÉ, La Presse

avant d'immigrer chez nous, la plupart au cours des années 1970. Hautement scolarisés, orientés vers les professions libérales et les affaires, ils ont pu se donner rapidement des structures soutenant la cause de leurs compatriotes d'origine qui vivent sous l'occupation israélienne.

L'Association des Arabes palestiniens canadiens, le Comité «Guerissons les enfants», la Fondation canado-palestinienne sont des mouvements avec lesquels l'AMP collabore sur une base régulière. «Nous nous efforçons de nous intégrer dans ce pays qui nous a accueillis, mais nous ne pouvons nous empêcher d'avoir constamment les yeux tournés vers nos frères qui souffrent», déclare Ali Yassir, un ingénieur-électricien diplômé de Princeton qui préside la Fondation.

Si les enfants apprennent tous le français, ils ne fréquentent pas moins une école du samedi pour l'étude de l'arabe, en plus de l'histoire et de la géographie de leur mère patrie. La Fondation se soucie également de nombre d'enfants privés là-bas de la présence de leur père, tué ou emprisonné. Avec une somme de 600 \$ qu'ac-

cepte de verser un bienfaiteur, un parrainage est établi. «En une seule soirée, à l'occasion d'une réception en juin, nous avons pu faire parrainer 34 enfants», se réjouissent d'une même voix Ali Yassir et Edmond Omran, l'un musulman, l'autre chrétien. «En Palestine et dans notre communauté, aucune discrimination n'est faite entre musulmans majoritaires et chrétiens qui représentent 15 à 16 p. cent du total, au moins 25 p. cent à Montréal», souligne Edmond Omran qui a étudié les sciences politiques à l'Université de Toronto.

Créée dans la souffrance d'un peuple, l'Aide médicale pour la Palestine veut être aussi un témoin de solidarité. On peut la joindre en composant 843-7875.

Tunnel sous la Manche: première poignée de mains historique le 1er décembre

Agence France-Presse
LILLE

La première poignée de mains dans le tunnel sous la Manche entre un ouvrier britannique et un ouvrier français aura lieu le 1^{er} décembre à 13 h (12 h GMT) et devrait être diffusée en direct par Eurovision, a-t-on appris hier à Calais (nord de la France) de bonne source.

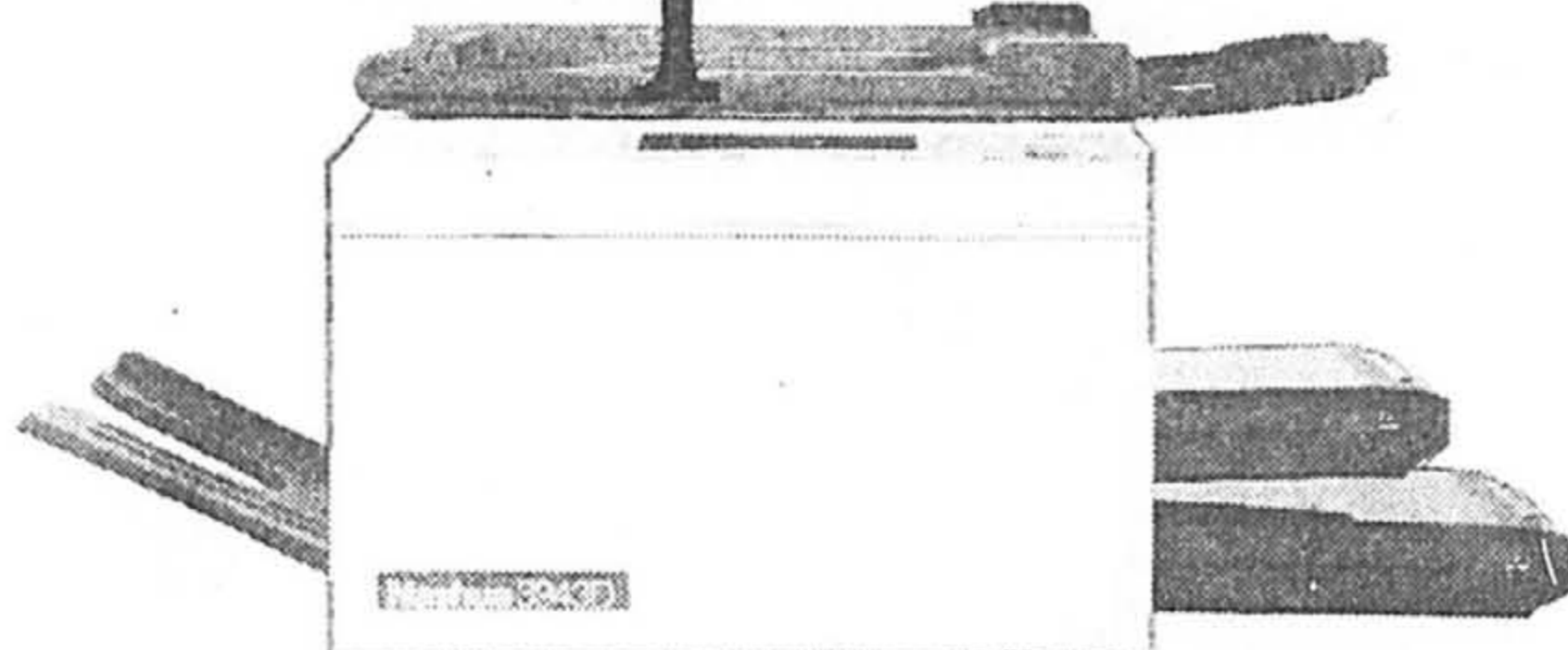
Après avoir hésité pour savoir qui aurait l'honneur de donner cette poignée de mains historique, il a été finalement décidé que ce privilège

reviendrait à deux ouvriers du chantier, l'un français, l'autre britannique dont les noms seraient tirés au sort.

Côté français, l'heureux élu est un habitant de Calais, Philippe Cozette, 37 ans, actuellement chef d'équipe dans la pose d'équipement du tunnelier de service sous mer. C'est lui qui exécutera le percement au marteau-piqueur côté français.

C'est le 30 octobre dernier que la première jonction sous la mer a eu lieu entre les deux tunneliers de service grâce à un forage de 5 cm de diamètre destiné à vérifier l'alignement entre les deux tunneliers.

Personne ne peut nous copier.



Dans le monde des photocopieurs, personne ne peut copier Nashua. Car chez Nashua, notre philosophie, axée sur la qualité du service, est endossée par plus de 23 000 collaborateurs répartis autour du monde. Nashua a atteint cette envergure et cette capacité de faire en offrant au marché mondial une gamme complète de 11 photocopieurs. Cela signifie qu'il existe un Nashua capable de répondre parfaitement aux besoins particuliers de votre entreprise.

Votre détaillant Nashua vous guidera dans le choix du meilleur appareil au meilleur prix et vous offrira un mode de financement avantageux. Par un service après-vente efficace et consciencieux, il saura combler vos moindres exigences en matière d'entretien et de service.

Nashua

Tout compte fait, personne ne peut copier un leader mondial.
Chez Copiscope, contactez Alain Joyal ou Rocco Del Duca
744-3610

Toyota propose sa formule pour un budget équilibré.

Comme tout le monde, vous souhaitez diminuer vos dépenses. Une solution s'impose tout de suite: la nouvelle Toyota Tercel. Pourquoi? Élémentaire... Comme son prix de base à seulement 9 248 \$*. Comme sa consommation de carburant: une des meilleures de sa catégorie. Comme sa toute nouvelle ligne qui lui donne tant de style et la rend si agréable à conduire.

Toyota Tercel. Une belle nouvelle. Et une bonne nouvelle pour équilibrer votre budget. La promesse du mieux-faire se trouve aujourd'hui chez votre concessionnaire Toyota.



L/100 km		m/g	
ville	autoroute	ville	autoroute
7,4	5,9	38	48

À partir de 9 248 \$*

TOYOTA

La promesse du mieux-faire

Selon les méthodes de Transports Canada pour le véhicule mentionné équipé d'un moteur 1.5 litres et d'une transmission M4. Consultez le Guide de consommation de carburant de 1991 de Transports Canada. *P.D.S.T. pour le modèle Tercel S. Le concessionnaire peut vendre à un prix plus bas.

PÉNURIE EN ÉLECTRONIQUE DE TECHNICIENS ET DE TECHNICIENNES!

Évaluez sérieusement une carrière dans ce secteur

- l'emploi y est exceptionnel
- les salaires sont élevés
- le travail est motivant
- les milieux de travail sont diversifiés
- les conditions de travail sont excellentes
- l'avenir est grandement ouvert

Choisissez Teccart

- c'est le pionnier de la formation en électronique
- le placement de ses diplômés est remarquable
- le cours est pratique, au point, près de la réalité industrielle
- l'étudiant obtient un suivi personnalisé
- trois programmes sont offerts:
 - 243.03 - Électronique industrielle/télécommunication
 - 244.01 - Technologie physique automatisé/contrôle/analyse de procédés
 - 247.01 - Technologie de systèmes ordonnés langages/systèmes d'exploitation

Teccart plus qu'un diplôme: l'excellence, la confiance, la fierté

Vous avez un D.E.C. ou presque? Inscrivez-vous au cours intensif et obtenez votre D.E.C. en 2 ans.

Vous êtes diplômé du secondaire professionnel, secteur électro-mécanique? Teccart vous permet de faire le D.E.C. en deux ans.

DEVENEZ BOURSIER D'UNE ENTREPRISE PRESTIGIEUSE



offrent quatre bourses couvrant les frais de scolarité pour les trois années nécessaires à l'obtention d'un DEC à l'Institut Teccart. Pour obtenir un formulaire d'inscription, adressez-vous au service d'information scolaire ou d'orientation de votre école ou contactez l'Institut Teccart. Date limite d'inscription: 11 janvier 1991

Vous préférez étudier chez vous, à votre rythme et obtenir des crédits inscrits au bulletin d'études collégiales (B E C) du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science ainsi qu'un diplôme Teccart?

Choisissez la formation à distance

Les programmes continuellement mis à jour sont tous présentés par objectifs, facilitant grandement l'apprentissage. Les cours sont complétés par de l'équipement de laboratoire vous permettant de développer les habiletés et aptitudes propres aux techniciens. Deux profils sont offerts: en électronique industrielle et en électronique numérique, de même que des cours spécifiques.

1945^e anniversaire
3155, rue Hochelaga, Montréal (Québec) H1W 1G4 (Métro Prétontaine)



un collège qui tient ses promesses
(514) 526-2501

Bijouterie
GAMBARD
vous prédit
un brillant avenir.

Nous avons pour vous l'une des montres les plus en vue. La Datejust Oyster Perpetual en or est une montre hors du commun. D'ailleurs, sa haute précision technique lui a valu le titre de "chronomètre suisse". Portez la montre à laquelle la Suisse rend hommage.



ROLEX

AGENT OFFICIEL ROLEX

ROLEX

VENTE ET SERVICE TECHNIQUE
630-A CATHCART
MONTREAL-CENTRE-VILLE
866-3876

Les juifs canadiens mettent Rome en garde contre la canonisation d'Isabelle d'Espagne

Presse Canadienne
OTTAWA

■ La communauté juive canadienne exhorte l'Eglise catholique à cesser ce qui semble être des efforts croissants en vue de la canonisation de la reine espagnole Isabelle qui a régné au 15^e siècle.

Le mouvement pour la béatification d'Isabelle pourrait entraîner un différend entre catholiques et juifs similaire au récent schisme d'un couvent d'Auschwitz, prétend M. Ian Kagedan, de la société B'nai Brith Canada.

« Ceci constituerait un recul dans les relations entre les deux religions », a déclaré M. Kagedan, ajoutant que « ce processus doit être arrêté dès maintenant ».

La reine Isabelle, quelques fois appelée Isabelle la catholique, est mieux connue pour son appui à Christophe Colomb.

Au moment où Colomb mettait les voiles pour l'Amérique, en 1492, Isabelle et son mari, Ferdinand, expulsaient tous les juifs de l'Espagne.

Isabelle et Ferdinand ont également institué l'Inquisition espagnole, en 1478, au cours de laquelle les juifs et membres d'autres religions ont été jugés et condamnés au bûcher, pour hérésie.

Selon M. Kagedan, « elle est considérée comme une véritable infâme, dans l'histoire juive ».

Par ailleurs, Isabelle est beaucoup mieux considérée par l'Eglise catholique. Elle a dirigé la conquête de la Grenade et forcée la conversion des Maures au catholicisme.

Son règne a marqué le début de l'unification de l'Espagne catholique qui a duré jusqu'à l'ère moderne.

Dans l'Espagne médiévale, d'actives communautés de banquiers, diplomates et philosophes juifs établis à Barcelone, Séville, Grenade et Cordoba ont donné naissance à un âge d'or de la pensée juive.

Mais, des milliers de juifs ont été convertis ou ont fui le pays après l'édit d'expulsion du 15^e siècle qui n'a été aboli qu'en 1967 par le dictateur Francisco Franco.

Franco a dénoncé jusqu'à sa mort, en 1975, ce qu'il appelait la « conspiration judéo-maçonnique universelle ». L'Espagne n'a rétabli ses relations diplomatiques avec Israël qu'en 1986.

La population juive de l'Espagne ne dépasse guère aujourd'hui les 10 000 habitants.

Les démarches en vue de la béatification d'Isabelle, première étape avant la canonisation, ont été initiées dans les pays d'expression

espagnole. Elles visent sa béatification en 1992, 500^e anniversaire de l'arrivée de Colomb en Amérique.

M. Kagedan a déclaré douter que de nombreux catholiques éminents en Amérique du nord et en Europe de l'ouest appuient la canonisation d'Isabelle.

Aux Etats-Unis, un groupe fait la distribution de feuillets appuyant sa béatification. Ce mouvement prétend recevoir l'appui de membres influents du clergé américain et d'un cardinal des Philippines.

Un porte-parole de la Conférence des évêques catholiques a déclaré ignorer l'existence d'un mouvement organisé en vue de la béatification d'Isabelle.

Il a précisé que les catholiques canadiens sont plus intéressés à favoriser la canonisation de Marie-Marguerite d'Youville, fondatrice des Soeurs grises.

DANS UN MONDE OÙ LE COÛT DE L'ÉNERGIE AUGMENTE SANS CESSER,

VOICI QUELQUES CONSEILS QUI VOUS PERMETTRONT D'ÉCONOMISER.

La situation au Moyen-Orient a entraîné un accroissement du prix du pétrole partout dans le monde et nous en subissons les conséquences.

Par contre, il existe plusieurs manières d'économiser l'énergie et de réduire d'autant votre facture. Agissez dès maintenant. Non seulement vous réduirez vos dépenses mais aussi, vous aiderez à la protection de l'environnement en diminuant l'utilisation d'hydrocarbures et les émanations de gaz qui provoquent l'effet de serre.

Voici quelques conseils.

VOTRE AUTOMOBILE

- Marchez ! Vous économiserez ainsi sur les coûts de carburant.
- Vous pouvez également avoir recours aux transports en commun.
- Faites faire régulièrement la mise au point de votre voiture. Un véhicule bien entretenu consomme jusqu'à 10 % moins d'essence.
- Respectez les limites de vitesse. En ralentissant de 120 km/h à 100 km/h, vous réduisez de 23 % votre consommation d'essence.
- De 100 km/h à 80 km/h, vous économisez 18 %.
- Évitez d'accélérer et de freiner brusquement.
- Vérifiez la pression de vos pneus.
- Ne laissez pas tourner le moteur au ralenti trop longtemps. En le laissant tourner une minute, vous consommez déjà plus d'essence que lors d'un démarrage.

VOTRE MAISON

Une grande partie des dépenses annuelles d'énergie est occasionnée par le chauffage domestique. Voici quelques conseils qui vous aideront à réduire vos factures d'énergie.

CHAUFFAGE

- En réglant le thermostat à 17°C la nuit et à 20°C plutôt qu'à 22°C le jour, vous pourriez économiser jusqu'à 15 % sur vos factures de chauffage.
- Faites effectuer l'entretien de votre appareil de chauffage au mazout une fois par année.
- Nettoyez ou remplacez régulièrement les filtres du calorifère.
- Scellez les joints des conduits d'air chaud avec du ruban isolant et isolez les conduits qui traversent un espace non chauffé.
- Gardez les bouches d'air et les radiateurs bien propres et dégagés.
- La nuit, tirez les rideaux ou fermez les volets isolants afin de diminuer la perte de chaleur et rouvrez-les le jour afin de profiter des gains solaires.

ISOLATION

- Posez un coupe-bise aux portes et aux fenêtres.
- Calfeutrez les cadres des portes et des fenêtres.
- Isolez l'entretoit, les murs extérieurs et le sous-sol selon les normes recommandées. Installez au besoin un pare-vapeur.
- Installez des contre-fenêtres, des contre-portes et des fenêtres à double vitrage.

VOTRE MONDE

Presque chaque morceau de matière plastique que vous utilisez provient d'hydrocarbures. De plus, la production de papier, de métal et de verre nécessite l'utilisation de quantités énormes d'énergie. De là l'importance de l'application des 3 «R»: réduction, réutilisation et recyclage. Réduisez vos besoins en énergie autant que possible. Réutilisez les sacs, les boîtes, les bouteilles et le papier d'emballage. Vous pouvez même prendre part aux programmes de recyclage de votre collectivité.

NOUS POUVONS VOUS AIDER

Nous avons plusieurs autres conseils pratiques sur les façons d'économiser l'énergie. Et ils sont gratuits. Vous n'avez qu'à nous envoyer le coupon ci-joint et nous vous ferons parvenir rapidement toute l'information dont vous avez besoin.

COMMUNIQUEZ SANS FRAIS AVEC NOTRE SERVICE TÉLÉPHONIQUE ÉNERGIE

aux heures d'ouverture, du lundi au vendredi, en composant le

1-800-267-5166

Service pour malentendants

1-800-267-4248

Si vous ne pouvez pas obtenir immédiatement la communication, veuillez recomposer quelques instants plus tard. Vous verrez, cela en vaut la peine.

INFORMATION GRATUITE

Veillez me faire parvenir gratuitement votre trousse d'économie d'énergie dès aujourd'hui.

Nom _____

Adresse _____

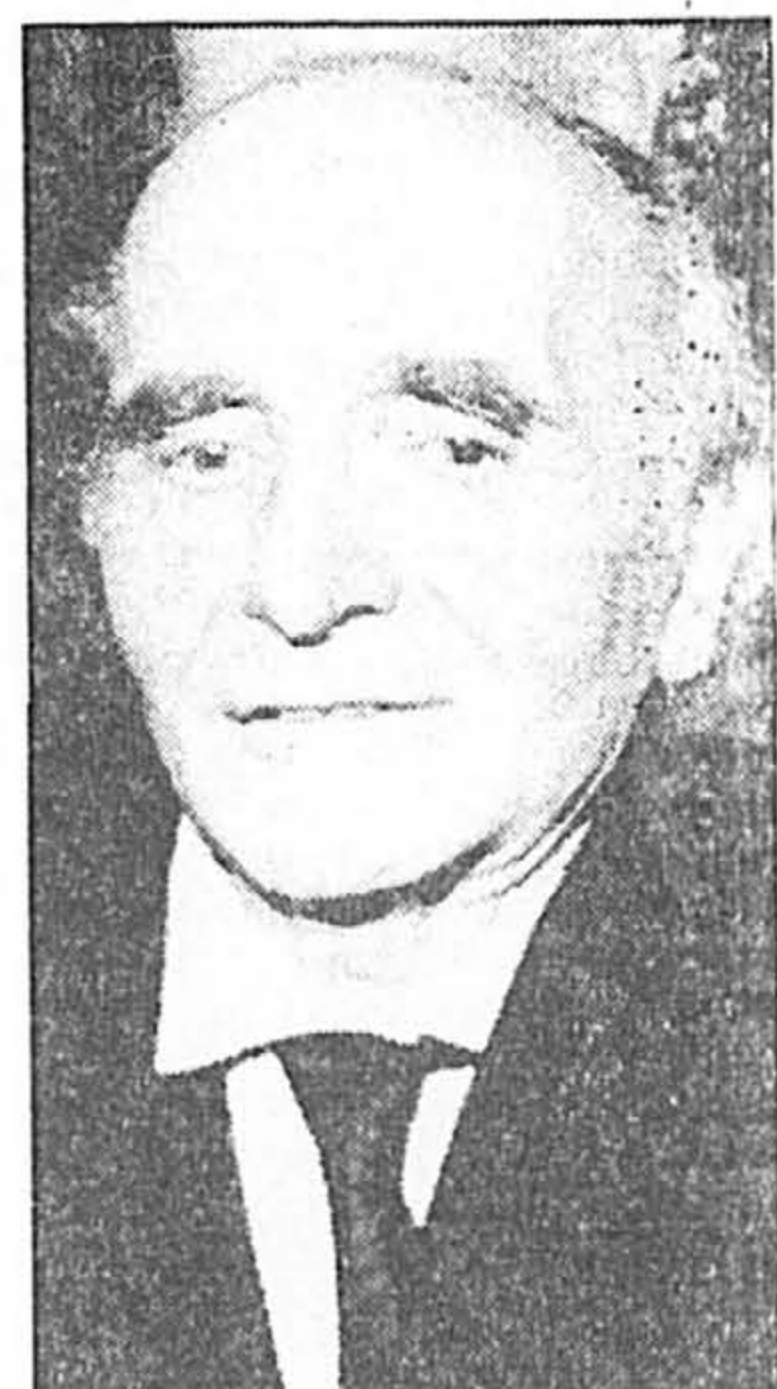
Ville _____

Province _____

Code postal _____

Envoyer à :

Publications Éconergie
580, rue Booth
Ottawa (Ontario)
K1A 0E4



Klaus Barbie

L'avocat de Barbie demande que son client soit examiné par un oncologue

Reuter
PARIS

■ L'avocat Jacques Vergès a déclaré hier qu'il avait demandé que le cancerologue Leon Schwartzberg examine Klaus Barbie, ancien chef de la Gestapo de Lyon condamné à la prison à perpétuité en 1987 pour crimes contre l'humanité.

« Le cancer du sang de Klaus Barbie a été diagnostiqué il y a trois mois. Je souhaite qu'il soit soigné dans de meilleures conditions. Auparavant, il faut un examen incontestable. J'ai fait appel au professeur Schwartzberg parce que c'est l'un des plus grands oncologues », a déclaré Me Vergès à Reuter.

L'avocat a en outre souligné que le professeur Schwartzberg ne pouvait être suspecté de « complaisance » vis-à-vis de Klaus Barbie car sa famille a péri dans des camps de concentration nazis.

Me Vergès a reconnu qu'il avait pour objectif d'obtenir un « geste d'humanité » du président François Mitterrand envers son client qui est âgé de 77 ans et subit des séances de chimiothérapie chaque mois.

« En France, on ne garde pas les cancéreux en prison », a-t-il affirmé, en évoquant le cas d'autres criminels de droit commun ayant bénéficié de grâces médicales.

Grâce « hautement improbable »

Le ministère de la Justice a donné son accord de principe à une intervention du célèbre cancerologue.

« Nous avons dit que si les médecins traitants pensent que Barbie doit être examiné, le professeur Schwartzberg pourrait intervenir », a précisé un porte-parole de la Chancellerie.

Mais, selon un proche du Garde des Sceaux Henri Nallet, « une grâce en faveur de Klaus Barbie semble « hautement improbable ».

Le porte-parole de la Chancellerie a expliqué sur ce point que seuls pouvaient bénéficier d'une libération anticipée « les détenus se trouvant à l'article de la mort afin qu'ils puissent passer leurs derniers jours auprès de leur famille ».

La Chancellerie se montre désormais très sévère dans l'examen des grâces médicales, plusieurs criminels lourdement condamnés ayant été libérés dans le passé sur la base de certificats falsifiés.

Au ministère de la Justice, on a également rappelé que de nombreuses personnes atteintes du sida restaient emprisonnées. Les détenus malades sont transférés à l'hôpital pénitentiaire de Fresnes, en région parisienne.

Me Vergès avait obtenu, en juillet dernier, une grâce présidentielle en faveur de l'activiste libanais pro-iranien Anis Naccache, condamné à la prison à vie après une tentative d'assassinat — qui avait fait deux morts — contre l'ancien Premier ministre du Chah d'Iran Chapour Bakhtiar.



Énergie, Mines et
Ressources Canada

Energy, Mines and
Resources Canada

L'hon. Jake Epp,
Ministre

Hon. Jake Epp,
Minister

Canada

Environnement

Les coupes à blanc menacent des caribous



ANDRÉ NOËL

Le ministère de l'Énergie et des Ressources (MER) a autorisé des coupes à blanc dans une forêt au sud de Val d'Or, habitée par un des rares troupeaux de caribous situés au sud du 52^e parallèle, affirme la Fédération québécoise de la faune.

Les deux autres troupeaux paissent derrière Baie Saint-Paul, dans le parc des Grands-Jardins, et au sommet des Chic-Chocs, dans le parc de la Gaspésie. Le troupeau de Val d'Or compte quelque 150 bêtes: sa survie est précaire.

Les autres troupeaux habitent au nord du 52^e parallèle, qui marque le sud de la baie James et du Labrador, où ils trouvent du lichen en abondance.

La Fédération québécoise de la faune s'est plainte à la ministre de l'Énergie, Lise Bacon. «Le gouvernement n'est pas conséquent», affirme André Pelletier, président de la fédération.

«Alors que des fonctionnaires s'entendent sur un plan d'aménagement pour protéger les caribous, d'autres fonctionnaires accordent des permis de coupe à des compagnies forestières sur le

même territoire. Or, tout le monde sait que les habitats des caribous sont déjà très fragiles.»

Si le MER ne change pas d'idée, des militants de la Fédération se rendront sur place pour mener diverses actions. M. Pelletier n'a pas voulu divulguer les détails de sa stratégie.

UN PÉTARD MOUILLÉ À LA BAIE-JAMES

Des médias ont conclu rapidement à une volte-face du gouvernement fédéral, la semaine dernière, concernant le dossier de la Baie-James. Des chaînes de télévision ont laissé entendre qu'Ottawa venait de se retirer du dossier. Rien de plus faux.

Le 1^{er} juin, *La Presse* révélait le contenu d'une entente de principe, signée entre les ministères québécois et fédéral de l'Environnement. L'entente prévoyait des audiences publiques communes sur la construction des barrages à Grande-Baleine.

En revanche, le gouvernement fédéral était prêt à ce que l'impact de la construction de la route entre le complexe de La Grande et le futur complexe de Grande-Baleine soit étudié séparément. Le Conseil des ministres du Québec a refusé de ratifier l'entente.

Deux questions se posent, ont souligné des éditoriaux: Si le temps presse, pour Hydro-Québec, pourquoi le Québec ne se hâte-t-il pas de décréter des audiences publiques? Cette peur du débat n'est-elle pas en train de prouver que l'environnement devrait être surtout de juridiction fédérale, dans le cadre d'un nouvel accord constitutionnel?

LES MONTRÉGIENNES ET LEUR ENVIRONNEMENT

La Montérégie, cette grande région qui s'étend de Valleyfield à Sorel, entre Montréal et la frontière américaine, est un des secteurs les pollués du Québec. Une rencontre est prévue samedi prochain pour faire le point.

C'est sur la Rive-Sud que se sont produites presque toutes les grandes crises environnementales des dernières années: incendie de l'entrepôt de BPC à Saint-Basile-le-Grand, incendie du dépôt de vieux pneus à Saint-Amable, contamination au plomb à Saint-Jean-sur-Richelieu, contamination de la nappe d'eau souterraine à Mercier, etc.

Des citoyens ayant vécu ces crises viendront témoigner. L'assemblée, «les Montrégiennes et leur environnement», se tient à l'école Samuel de Champlain, à Longueuil. Elle est organisée par

le Conseil régional de l'environnement de la Montérégie. Pour plus d'informations, téléphoner au 446-3348.

UN GUIDE PRATIQUE

Les gouvernements québécois et canadien viennent de publier un excellent guide sur l'environnement, sous la direction du comité de santé environnementale des Départements de santé communautaire.

Le guide fait le tour de la plupart des problèmes environnementaux et de leurs effets sur la santé. Il aborde des questions aussi diverses que la qualité de l'air dans les maisons, la dégradation des sols, les dioxines et l'herbe à poux.

Mieux vivre avec son environnement encourage les gens à passer à l'action, en proposant plusieurs trucs qui s'appliquent tant à la maison et au travail qu'aux loisirs. La rédaction du guide a nécessité la collaboration de plus de 50 experts, dont plusieurs médecins.

Un auteur affirme que «seulement» 10 p. cent des cancers sont liés à l'environnement. Cela fait quand même 1000 morts par année au Québec (sur 10 000)! On peut se procurer le petit guide de 391 pages en écrivant à CP 2024, Québec, QC, G1K 7M9.

ROLEX

Bijouterie GAMBARD
AGENT OFFICIEL ROLEX

ROLEX
866-3876
VENTE ET SERVICE TECHNIQUE
630A, CATHCART
MONTREAL CENTRE-VILLE

*OUVREZ-VOUS DE NOUVEAUX HORIZONS
MAITRISEZ L'INFORMATIQUE*

**COURS ACCELERES: 1, 2, 4 JOURS
PETITS GROUPES (6 PERSONNES)**

- Introduction à l'informatique (DOS)
- Traitement de texte (WordPerfect)
- Chiffrier électronique (Lotus 1-2-3)
- Base de données (dBase)

ISI INTERNATIONAL (QUEBEC) INC.
1055 BEAVER HALL, MONTREAL
METRO SQUARE VICTORIA
INFORMATION: 878-9188

Formation professionnelle depuis 1964

Les freins d'auto dégagent sept tonnes d'amiante annuellement

MAURICE GIRARD
de la Presse Canadienne

WASHINGTON

Pour s'éviter des frais inutiles, chaque année, des millions d'automobilistes américains changent eux-mêmes les freins de leurs voitures. En fait, «des études indépendantes» évaluent à 40 millions le nombre d'automobilistes qui, tous les trois ans, se transforment en mécaniciens de fortune.

Mais ces freins, rappelle l'Agence de protection de l'environnement (EPA), contiennent de l'amiante, fibre ignifuge aux propriétés cancérogènes responsable de milliers de morts annuellement.

Selon l'EPA, l'effritement des matières de friction dans les freins de voitures amène annuellement le rejet dans l'atmosphère de «sept tonnes» de fibre d'amiante. «Ce qui constitue un risque important de cancer, mortel pour le grand public en général», estime l'Agence dans le mémoire juridique de 500 pages remis il y a quelque temps à la Cour fédérale de la Nouvelle-Orléans.

Inhalée par inadvertance en grande quantité par le garagiste amateur, l'amiante peut gagner les voies respiratoires et causer, 20 ans plus tard, un cancer qui risque d'être mortel, poursuit-on en reprenant ainsi la théorie contestée de «la fibre qui tue», que rejettent l'Institut de l'amiante de Montréal et les gouvernements de Québec et d'Ottawa.

«Toutes ces émissions non contrôlées posent un risque qui n'est pas raisonnable pour le grand public, en plus de contribuer à la pollution de l'environnement», affirme l'EPA.

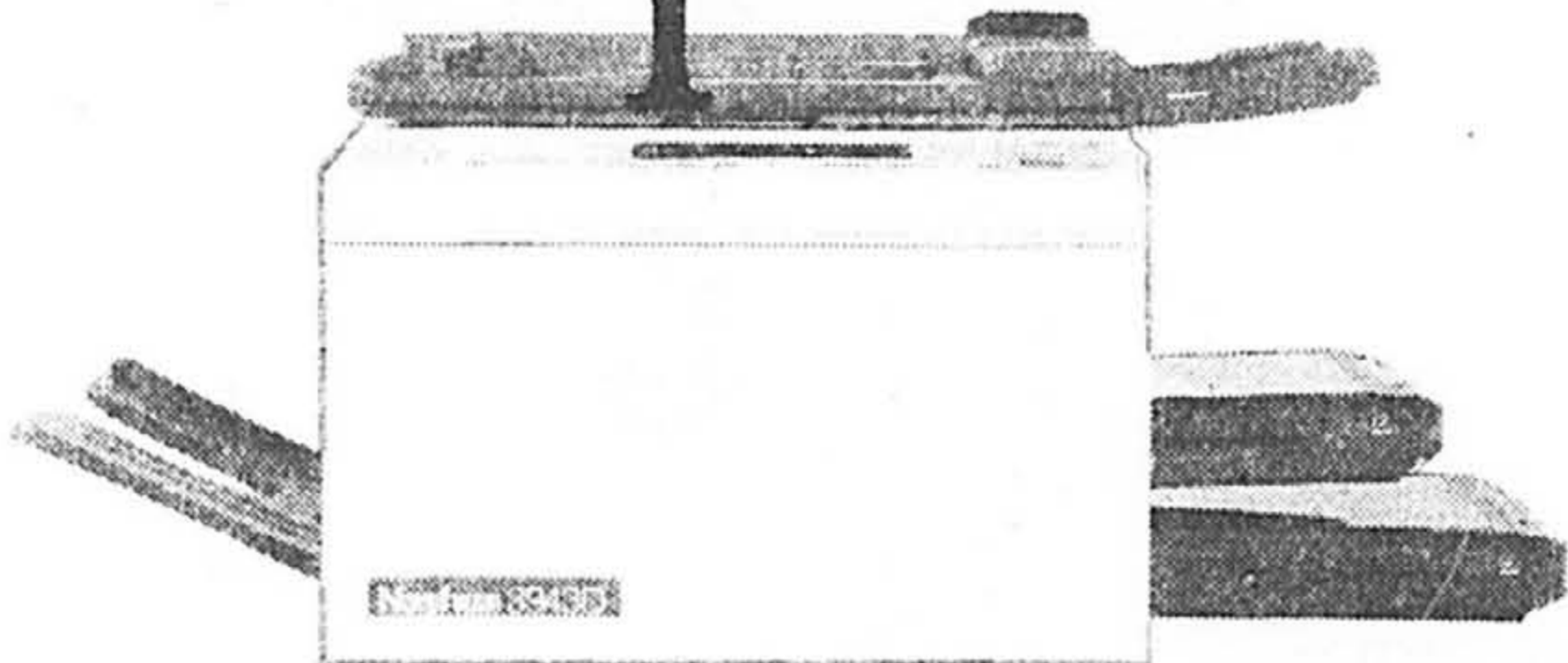
Même si les recherches ne sont pas encore tout à fait terminées, convient-on, les substituts seront sans doute prêts à temps pour l'élimination de l'amiante des freins à partir de 1992. «Selon les informations disponibles, l'EPA en conclut qu'en ce qui regarde les derniers modèles d'automobiles, on a presque complètement remplacé l'amiante dans les recouvrements des disques et ce pourcentage atteint presque 100 p. cent pour les véhicules lourds.»

Déjà, affirme-t-on, le taux de remplacement atteint 85 p. cent pour les voitures légères ou de pesanteur moyenne. Quant au recouvrement des tambours de freins, quelques substituts sont déjà disponibles dans les nouveaux modèles de voiture et on effectue des progrès importants dans le développement des solutions de rechange.

Le mémoire de l'EPA cite une étude de la Société américaine des ingénieurs mécaniques (ASME), qui précise que «même si des substituts adéquats de l'amiante ne sont pas disponibles pour tous les véhicules, «les progrès effectués jusqu'à présent» permettent d'espérer que la plupart des véhicules de promenade seront équipés de freins sans amiante en 1991. Quant aux camionnettes et aux camions munis de freins de type S-camp, la date prévue a été fixée en 1992.

Les recherches sur les freins sans amiante remontent à plus de 20 ans. D'ailleurs, note le mémoire de l'EPA, les adversaires du bannissement de l'amiante n'ont pas démontré «que l'efficacité de ces freins de remplacement a causé des problèmes de sécurité.»

Personne ne peut nous copier.



Dans le monde des photocopieurs, personne ne peut copier Nashua. Car chez Nashua, notre philosophie, axée sur la qualité du service, est endossée par plus de 23 000 collaborateurs répartis autour du monde. Nashua a atteint cette envergure et cette capacité de faire en offrant au marché mondial une gamme complète de 11 photocopieurs. Cela signifie qu'il existe un Nashua capable de répondre parfaitement aux besoins particuliers de votre entreprise.

Votre détaillant Nashua vous guidera dans le choix du meilleur appareil au meilleur prix et vous offrira un mode de financement avantageux. Par un service après-vente efficace et consciencieux, il saura combler vos moindres exigences en matière d'entretien et de service.

Nashua

Tout compte fait, personne ne peut copier un leader mondial.
Chez Copiscope, contactez Alain Joyal ou Rocco Del Duca
744-3610

BAIN-MAGIQUE®

8 ANS D'EXPERIENCE

RECOUVREMENT DE BAIN
INSTALLE DANS VOTRE BAIN SANS DERANGER LA PLOMBERIE ET LES TUILES ENVIRONNANTES

CONTOUR DE BAIN EN ACRYLIQUE
fabriqué au Québec

ESTIMÉ GRATUIT

INSTALLATION PROFESSIONNELLE «EN MOINS DE 2 HEURES»

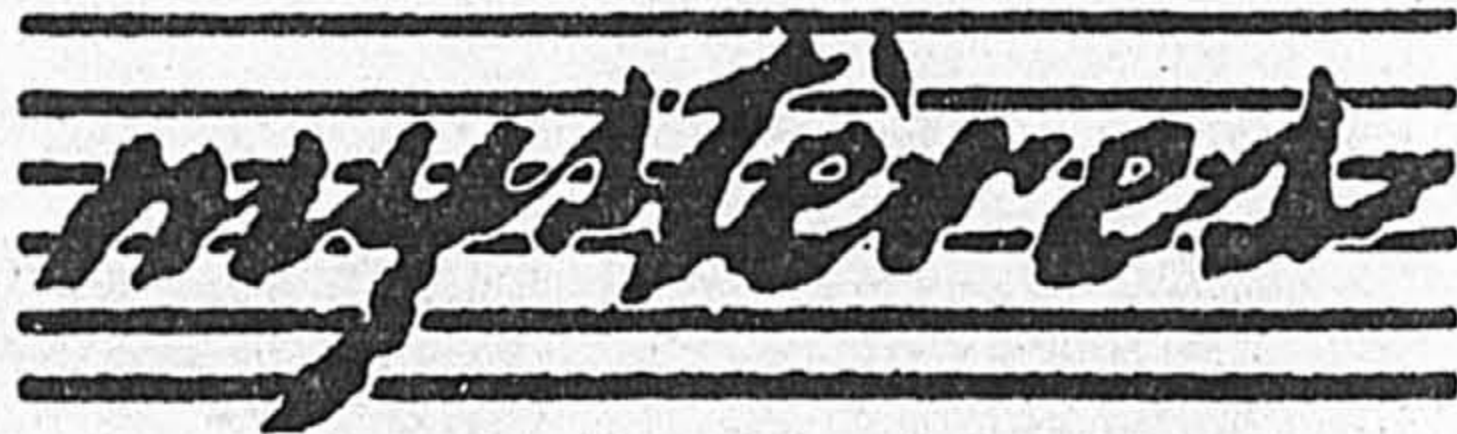
Montréal 270-6599

St-Jean 347-7667	Trois-Rivières 371-1054	Rive-Sud 443-5442	West-Island 421-9434
---------------------	----------------------------	----------------------	-------------------------

CE SOIR



DOSSIERS



Denise Morelle, comédienne



20h 00

CE SOIR ET DEMAIN

Le Parrain II

Avec Al Pacino et Robert DeNiro



21 h 00



Parizeau: un référendum ou des élections hâtives

PAUL ROY

■ Jacques Parizeau demande au Parti libéral de se brancher d'ici le printemps en faveur de la souveraineté, de tenir un référendum ou de déclencher des élections.

Prenant la parole hier devant 200 militants de la région Montréal-Centre, le chef du Parti québécois a lancé: «Il faut que nous puissions dire aux libéraux: 'Si vous vous branchez dans le sens de la souveraineté du Québec, comptez sur nous, on va la faire ensemble la souveraineté. Et quand arrivera le temps des élections, que le meilleur gagne!'»

Si, toutefois, les libéraux ne parvenaient pas à s'entendre sur la souveraineté, ils devraient tenir un référendum et laisser le peuple trancher, prétend M. Parizeau.

«Et s'ils ne veulent pas de référendum, qu'ils ne s'étonnent pas si, rapidement, on commence à leur demander de déclencher des élections générales.»

C'était la première fois que le chef péquiste évoquait ainsi la possibilité d'élections anticipées. En conférence de presse, il devait d'ailleurs préciser: «Il y a une chose qui serait insupportable pour les intérêts politiques et économiques du Québec: que les libéraux restent au pouvoir, sans se brancher, sans rien faire, pendant encore trois ans.»

Le chef péquiste paraissait dans une belle forme hier soir, même s'il prononçait son sixième discours en deux jours. Et il a été ovationné à plusieurs reprises par les militants de Montréal-Centre. Il faut dire qu'il venait à toutes fins utiles de l'emporter contre les tenants de l'élection référendaire au sein du PQ.

Les six congrès régionaux du week-end se sont en effet tous prononcés contre le principe de l'élection référendaire, combattu par M. Parizeau et l'exécutif national. C'est le Comité national des jeunes qui avait proposé, en août dernier, qu'une fois au pouvoir, le PQ déclare le Québec souverain sans autre forme de procès. Les dirigeants du parti, eux, proposent plutôt, dès la prise du pouvoir, l'enclenchement du processus devant mener à la souveraineté suivi d'un référendum sur la constitution d'un Québec souverain.

Depuis quelques semaines, les 14 associations régionales se sont prononcées sur cette question. La ronde des congrès régionaux avait mal débuté pour M. Parizeau et son exécutif: les deux premières régions à se prononcer, la Montérégie et la Côte-Nord, appuyant la proposition des jeunes. La région d'Abitibi/Témiscamingue suivait et votait contre l'élection référendaire.

Mais le vent devait véritable-

ment commencer à tourner il y a une semaine, alors que cinq régions sur cinq se rangeaient du côté de l'exécutif. Les six derniers congrès avaient lieu ce week-end dans les régions de Laval, Montréal/Ville-Marie, Estrie, Mauricie/Bois-Francs/Drummond, Outaouais et Montréal-Centre. Même verdict unanime: oui au référendum, non à l'élection référendaire. Compte final: 12 à 2.

Jacques Parizeau avait donc toutes les raisons de se réjouir. «Je suis très content qu'au moment où la souveraineté devient le débat central dans la société, comme parti, nous puissions dire: 'Si nous prenons le pouvoir, voici comment ça va se passer'. Il ne fallait pas que nous ayons plusieurs messages. Et nous n'avons pas plusieurs messages.»

Rassuré sur cette question, le chef péquiste a entrepris de parler de «maintenant» aux militants de Montréal-Centre, la dernière région qu'il visitait. «Ce soir, je veux parler de maintenant, du moment extraordinairement excitant que nous vivons.»

Évoquant les sondages, qui accordent 60 p. cent d'appuis à la souveraineté, il a précisé: «Chez les francophones, ça veut dire 70 p. cent. Dans notre histoire, ça n'est pas arrivé très souvent que nous soyions d'accord sur quoi que ce soit à 70 p. cent. L'unanimité ne nous a jamais étouffé.»

Cette dynamique, selon lui, rend le fédéralisme compliqué: «La vie d'un fédéraliste, au Québec, à l'heure actuelle, n'est pas très drôle.»

Il dit observer avec beaucoup d'intérêt les députés du Parti libéral ces jours-ci. «On entend des déclarations phénoménales!»

Plusieurs députés libéraux ne résistent plus, en effet, à la tentation de se déclarer souverainistes. Mais Jacques Parizeau met en garde contre ceux pour qui la souveraineté ne constitue qu'un instrument pour changer le rapport de force entre le Québec et le reste du Canada. «Ceux-là ne veulent qu'un moyen de négociation, ils restent fédéralistes.»

Il a également prévenu son auditoire contre les parlements supra-nationaux et autres superstructures, qui constituent une forme d'association politique, rejetée par le PQ. Il a conclu en citant Bernard Lemaire, président de la firme Cascades, qui disait 15 jours avant le dénouement de la saga Meech: «Si Meech échoue, faisons l'indépendance et vite!»

Pour Jacques Parizeau, la partie va devoir se jouer le printemps prochain, après la Commission Bélanger-Campeau sur l'avenir constitutionnel du Québec. À ce moment, si les libéraux tergiversent, il compte bien leur pousser dans le dos.

Dans Beauséjour, l'électorat est indifférent

MARIO FONTAINE

CAP-PELÉ, N.-B.

■ La salle des Chevaliers de Colomb de Cap Pelé paraissait bien grande, hier, pour accueillir la petite soixantaine de militants venus rencontrer Jean Chrétien, leur candidat à l'élection partielle dans Beauséjour.

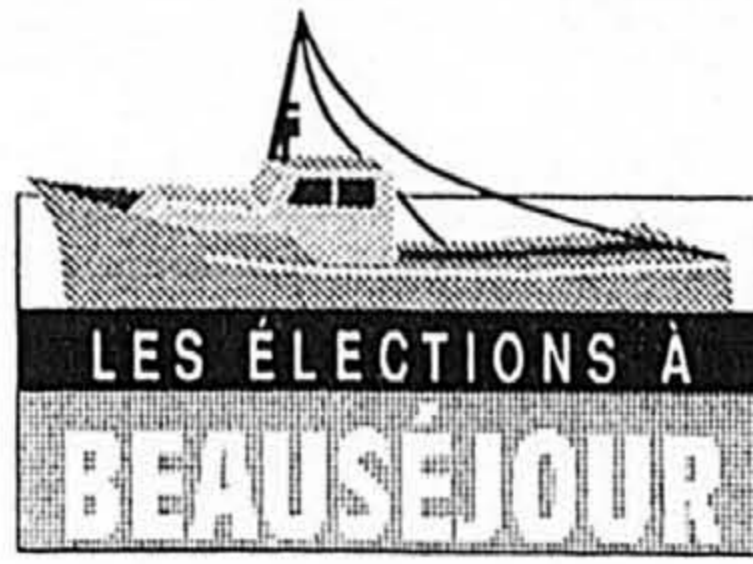
La réunion a été organisée à la dernière minute, de plaider le député sortant, Fernand Robichaud, qui a démissionné en septembre pour permettre à son chef de faire sa rentrée aux Communes. Et puis il faisait beau, la première journée de soleil après dix jours de pluie et de crachin.

Qu'importe, Cap Pelé a toujours été un château fort libéral dans Beauséjour, une circonscription qui a elle-même toujours voté rouge au cours des 55 dernières années, à une exception près. Insatisfaction, indifférence à l'endroit de M. Chrétien ou, au contraire, excès de confiance?

«Beauséjour, c'est un bon comté pour moi. Mais une élection partielle soulève toujours moins d'intérêt. Je ne vends pas la peau de l'ours. Jamais. Je ne prends rien pour acquis», déclarait hier le principal intéressé au terme d'un discours partisan.

M. Chrétien venait de répondre aux questions de son maigre auditoire. Toutes, sans exception, portaient sur des sujets économiques. Pas surprenant, dans ce comté parmi les plus pauvres au Canada. Une circonscription où l'analphabétisme dépasse les 40 p. cent dans certains secteurs.

Pour tout arranger, voilà que les pêcheries sont en crise depuis deux ans, que la réforme de l'as-



surance-chômage va y pénaliser de nombreux électeurs.

À un kilomètre et demi du village, le long de l'océan, une fumée blanche s'échappe encore des «boucanières» à harengs, portant loin la forte odeur de ce poisson à la recherche de consommateurs. Pour combien de temps, nul n'ose le prédire.

«L'annonce de la candidature de M. Chrétien a fait un boum. Mais depuis, c'est assez tranquille», déclare le maire du village, Oliva Doiron. Lui-même refuse de dire pour qui il votera, peut-être pour ne pas indisposer l'un de ses commettants, Guy Cormier, candidat pour le NPD.

Certains, poursuit M. Doiron, ont vu en M. Chrétien l'occasion de faire valoir nos problèmes économiques au niveau national. D'autres misent sur sa reconnaissance si jamais il devient premier ministre. Mais le deviendra-t-il? Et se souviendra-t-il de nous? Voilà ce que d'autres se demandent.

En attendant Fernand
Chose certaine, tous dans le comté — y compris ses adversaires politiques — déplorent le départ de Fernand Robichaud. Élu une première fois en 1984 puis ré-

élu avec 12 125 voix de majorité il y a deux ans, M. Robichaud était considéré comme un excellent député local, accessible et au courant de ses dossiers.

C'est lui qui orchestre la campagne de son chef et qui le représentera dans Beauséjour si M. Chrétien l'emporte le dix décembre. Il entend bien par ailleurs retrouver sa place à Ottawa aux prochaines élections générales, alors que «le p'tit gars de Shawinigan» tentera de reprendre son fief de Saint-Maurice.

D'autres prétendent qu'il a été fort surpris, et déçu, de voir son chef accepter son invitation de se présenter dans Beauséjour. Mais il dément.

Tout ne baigne cependant pas dans l'huile dans le clan libéral. Certains vieux militants n'apprécient pas devoir préparer trois élections en quatre ans. D'autres critiquent le remplacement d'un bon député de la place «par un parachuté du Québec». De là à trouver des failles majeures dans la machine, il y a toutefois une marge.

L'organisation libérale est en effet, et de loin, la plus performante. Des locaux dans pas moins de cinq villes et villages du comté, des panneaux plus visibles et plus nombreux que ceux des adversaires, la capacité de «faire sortir le vote» le jour du scrutin et, surtout, la fidélité d'un électeur dont une bonne majorité n'a jamais voté autrement que libéral.

Une course à obstacles
Les organisateurs n'ont que deux semaines pour présenter Jean Chrétien au maximum

d'électeurs. M. Chrétien n'a en effet entamé sa campagne à plein temps que samedi.

De plus, explique le président de l'association de comté, Jean Cormier, les deux plus grosses agglomérations de Beauséjour, Shédiac et Sackville, ne comptent pas plus de 4 500 habitants chacune. Les gens n'ont pas l'habitude des grands ralliements, il faut les rencontrer par petits groupes comme ce fut le cas hier.

Il convient aussi, pour les libéraux, de corriger certaines perceptions négatives. La Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick a ainsi vivement réagi, en début de campagne, aux accusations de M. Chrétien voulant qu'elle se soit ralliée à l'Accord du lac Meech pour ne pas perdre ses subventions fédérales.

L'Acadie nouvelle, a par ailleurs dénoncé vertement le parachutage du chef libéral. On blesse outrageusement l'intelligence des Acadiens en les prenant pour des machines à voter, écrivait le journal de Caraquet avant même que sa candidature soit confirmée.

L'absence de candidat conservateur vient par ailleurs brouiller les cartes. Leurs votes iront-ils au COR (Confédération of Regions), une formation anti-bilinguisme et de droite, ou au contraire au Nouveau Parti démocratique dont le candidat, Guy Cormier, joue la carte de l'appartenance au comté?

«Le COR n'a pas vraiment de force, et je pense qu'on devance de beaucoup le NPD», estimait hier M. Chrétien. Le Christian Heritage Party (anti-avortement) et le Ralliement acadien semblent, de leur côté, tout à fait hors course.

LA PRESSE RÉUSSIT À AUGMENTER LA QUALITÉ DE SON CONTENU EN FAISANT PLUS D'ÉCONOMIE

Lapierre a consulté Bourassa avant de se joindre au Bloc

Presse Canadienne

GRANBY

■ Le premier ministre Robert Bourassa, indirectement peut-être, a joué un rôle important dans la formation du Bloc québécois que dirige à la Chambre des communes l'ex-ministre fédéral Lucien Bouchard, ancien bras droit du premier ministre Brian Mulroney, estime le député de Shefford Jean Lapierre.

Car avant qu'il ne s'associe aux députés conservateurs démissionnaires du printemps dernier et ne forme avec eux le Bloc québécois, l'ex-député libéral fédéral de Shefford avait rencontré M. Bourassa pour discuter du sujet.

«J'ai eu des consultations avec Robert Bourassa, a admis M. Lapierre, lors d'une entrevue à sa résidence de Granby, en fin de semaine. Je suis allé le consulter

parce que, moi, je refusais de me joindre à ce qui aurait pu être une chapelle péquiste à Ottawa.»

M. Lapierre, qui est aussi le leader parlementaire du Bloc québécois, précise que M. Bouchard était évidemment au courant des discussions et consultations que le député de Shefford avait avec M. Bourassa. Selon M. Lapierre, M. Bouchard était d'accord pour que les députés démissionnaires se regroupent en mouvement politique, à condition que le groupe représente l'ensemble des Québécois, a dit le député de Shefford qui se définit comme «un libéral en exil».

Il note qu'il avait alors confié à M. Bourassa que si les objectifs du mouvement ne lui semblaient pas acceptables, ils ne le seraient pas non plus pour lui-même. «Essentiellement, dit-il, ma discussion s'est faite avec Lucien (Bouchard) et avec Bourassa.»

Le député PC de Champlain n'entend pas changer de parti dans un avenir prévisible

Presse Canadienne

TROIS-RIVIÈRES

■ Le député de Champlain à la Chambre des communes, M. Michel Champagne, a tenu à préciser une fois pour toutes, en fin de semaine, qu'il n'est vraiment pas question pour lui de rejoindre les rangs du Bloc québécois. Et il déplore le fait que des rumeurs provenant de certains journalistes le transportent à tout bout de champ dans le clan souverainiste de la scène fédérale.

«Ma position est pourtant claire depuis l'échec de l'Accord du lac Meech, rappelle-t-il. Je n'ai jamais caché mes sentiments nationalistes. J'ai voté oui au référendum, mais je suis présentement sur la scène fédérale où j'ai des

dossiers à traiter pour mon comté.»

M. Champagne fait remarquer qu'il est toujours plus facile de critiquer que de gérer. Il laisse d'ailleurs entendre qu'il trouve déplorable de voir d'anciens collègues de travail débattre sur des projets qu'ils ont eux-mêmes votés.

Le député de Champlain est beaucoup moins clair en ce qui a trait à ses perspectives d'avenir. En effet, il n'ose pas encore confirmer qu'il se présentera à nouveau au sein du Parti conservateur: «Après mon mandat, je prendrai les dispositions qui s'imposeront à ce moment-là. Pour l'instant, la population a confiance en moi et je m'efforce de travailler pour elle.»

En décidant d'améliorer nos pages économiques, nous avons pris les grands moyens pour vous offrir une information complète.

Du lundi au samedi, la meilleure équipe de journalistes et de collaborateurs au Québec vous propose: de nouvelles chroniques, des

entrevues avec les grands de la finance, encore plus d'informations boursières, des tableaux, des graphiques et une toute nouvelle présentation visuelle. Pour savoir ce qui se passe sur la scène économique, c'est le cahier Économie «amélioré» qu'il faut maintenant lire, dans La Presse.

Je pense donc je lis

La Presse